

Les *Cahiers de la Recherche doctrinale* contribuent à la réflexion sur les grandes problématiques qui intéressent aujourd'hui l'armée de Terre française.

Rédigés par le bureau Recherche de la division Recherche et retour d'expérience du CDEF à partir de situations concrètes mises en perspective, ils ont pour ambition d'apporter des éclairages originaux et des éléments d'analyse complémentaires au retour d'expérience institutionnel.

Ils répondent aux principes de la production universitaire en sciences humaines, dans sa rigueur méthodologique et sa liberté de recherche, et ne constituent ni un rapport officiel, ni un document d'état-major.

Illustrations de couverture : Crédits : <http://dover.idf.il/IDF/English/>

La doctrine d'emploi de Tsahal : entre rupture et continuité

Étude réalisée par **M^{lle} Sarah NAHOUM**, chercheur au CDEF durant l'année 2011,
sous la direction du lieutenant-colonel Rémy PORTE, chef du bureau
Recherche/DREX/CDEF,
et étudiante à l'Institut d'Études Politiques de Paris.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	7
---------------------------	----------

INTRODUCTION	9
---------------------------	----------

CHAPITRE 1 – AUX ORIGINES : TSAHAL ET SA DOCTRINE	13
--	-----------

1. Une armée originale	13
-------------------------------------	-----------

1.1. La naissance d'une armée : de <i>Bar Giora</i> à la <i>Haganah</i>	13
---	----

1.2. La lutte contre les Britanniques et l'unification progressive des forces juives de Palestine	14
--	----

2. Une nation en armes : <i>Tsahal</i>, un creuset national	17
--	-----------

2.1. Une armée de conscrits	17
-----------------------------------	----

2.2. Un rôle intégrateur pour <i>Tsahal</i>	18
---	----

2.3. L'obsession du secret	18
----------------------------------	----

3. Un contexte menaçant et une doctrine originale	19
--	-----------

3.1. Une géographie particulière	19
--	----

3.2. Un environnement hostile	20
-------------------------------------	----

3.3. Une doctrine singulière	22
------------------------------------	----

CHAPITRE 2 – TSAHAL MISE À L'ÉPREUVE : UNE MENACE « MULTI SPECTRALE » ET « MULTI DIMENSIONNELLE »	25
--	-----------

1. La menace conventionnelle : vers une normalisation des relations israélo-arabes ?	25
---	-----------

1.1. La guerre de 1948 et l'émergence d'une menace existentielle	25
--	----

1.2. L'exemple de la campagne de 1956	26
---	----

1.3. Le tournant stratégique de 1967	28
--	----

1.4. Le choc de la guerre de Kippour et la fin d'une époque	30
---	----

2. La menace asymétrique : de la lutte contre les « infiltrés » aux combattants du <i>Hamas</i>	31
--	-----------

2.1. Les « infiltrés » ou la guerre des frontières	32
--	----

2.2. La guerre secrète contre le <i>Fatah</i> et Septembre Noir	32
---	----

2.3. La lutte contre l'OLP et l'apparition du <i>Hezbollah</i>	33
--	----

2.4. Les <i>Intifadas</i> : une nouvelle forme de menace	35
--	----

2.5. Deux questions tactiques et stratégiques différentes : le <i>Hamas</i> et le <i>Hezbollah</i> ..	38
---	----

CHAPITRE 3 – VERS UNE ADAPTATION DE LA DOCTRINE À L'ÂGE DE L'INFORMATION ?	41
<hr/>	
1. <i>Tsahal</i> et l'importance croissante de la communication	41
1.1. La primauté de l'action sur la parole	41
1.2. Les <i>Intifadas</i> et l'impact des images	44
2. La communication, enjeu stratégique pour <i>Tsahal</i> ?	49
2.1. L'échec du Liban et la recherche d'une nouvelle stratégie de guerre de l'information	49
2.2. Gaza ou la maîtrise (presque) parfaite de l'information	51
CONCLUSION	55
<hr/>	
BIBLIOGRAPHIE	59
<hr/>	

AVANT-PROPOS

Née des soubresauts de la guerre d'indépendance, l'armée israélienne s'est imposée comme une puissance régionale de premier rang à la suite de quatre conflits conventionnels successifs.

La doctrine militaire de l'État hébreu et les principes d'emploi fondateurs de *Tsahal* ont été profondément marqués par des contraintes tout à fait spécifiques. L'absence de profondeur stratégique sur le territoire national et le caractère extrêmement minoritaire de la population juive dans un environnement arabe ont imposé le choix d'une stratégie générale ambivalente : d'une part, un principe général fondé sur la défensive, d'autre part une posture opérationnelle privilégiant l'offensive. Cette apparente contradiction s'explique par une adaptation aux forces conventionnelles du concept de dissuasion. Il s'agit en effet de « montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir », mais si la survie du pays est en jeu, de ne jamais hésiter à porter la guerre sur le territoire des États voisins de façon puissante et préventive.

Les traités de paix successifs avec l'Égypte et la Jordanie d'une part et le développement des milices islamistes ou palestiniennes au Liban et dans la bande de Gaza d'autre part, ont totalement modifié pour *Tsahal* les formes de la guerre à mener. Il ne s'agit plus de planifier et de conduire une guerre conventionnelle mais de répondre à des opérations quasi quotidiennes de harcèlement encadrées par des groupes armés immergés au sein des populations civiles et bénéficiant d'une large audience internationale.

Dans ce contexte, la doctrine d'emploi de l'armée de Terre israélienne paraît devoir évoluer sur le terrain alors que les principes qui avaient présidé à sa formalisation à la fin des années 1940 sont toujours perçus comme pertinents par les autorités et une partie de l'opinion publique. Entre rupture et continuité, *Tsahal* doit aujourd'hui surmonter ces contradictions en tenant compte des évolutions des opinions publiques.

INTRODUCTION



Israël, éléments de géographie. Source : Frédéric Encel, *Atlas géopolitique d'Israël – Aspects d'une démocratie en guerre*, Paris, Éditions Autrement, 2008, p. 8.

Les récentes révoltes populaires qui ont secoué le Maghreb et le Moyen-Orient ont été une surprise pour les chancelleries occidentales. Elles ont surtout suscité une certaine préoccupation dans les milieux dirigeants israéliens. C'est plus particulièrement la chute du président H. Moubarak, en Égypte, qui a causé la plus grande inquiétude dans ces milieux. En effet, l'Égypte est l'un des rares pays arabes à avoir signé un traité de paix avec Israël. La rupture de ce traité aurait probablement des conséquences géopolitiques, stratégiques et militaires importantes tant pour Israël que pour la région. La crainte d'un retour de l'encerclement du pays par des puissances hostiles est au cœur des préoccupations des dirigeants politiques et militaires israéliens. Ce scénario suscite des inquiétudes dans un État qui a connu pas moins de huit guerres, en seulement soixante-trois ans d'existence, de celle pour l'Indépendance en 1948 à l'intervention à Gaza en décembre 2008 et janvier 2009.

Les questions de défense et les enjeux sécuritaires occupent une place centrale dans la société israélienne. *Tsahal*, l'armée d'Israël, est une institution importante qui tient un rôle majeur dans la société. Non seulement le service militaire constitue un véritable rite de passage et est un élément essentiel pour s'intégrer et devenir un citoyen israélien à part entière, mais *Tsahal* reste la dernière institution capable de garantir la cohésion d'un État de plus en plus fragmenté et fracturé en ce qui concerne les populations qui le composent : laïcs et religieux, sépharades et ashkénazes, arabes¹ et juifs...

Si elle permet d'obtenir certains avantages sociaux et de renforcer la cohésion sociale, la centralité de *Tsahal* dans la société israélienne est liée à l'instabilité de l'environnement géopolitique et stratégique régional. Les menaces sont de natures diverses, à la fois conventionnelle, asymétrique et aussi non conventionnelle, et les Israéliens se sont toujours tournés vers leur institution militaire pour trouver une réponse à leur quête existentielle et permanente de sécurité.

Pourtant, *Tsahal* ne fait plus autant l'unanimité. Elle est de plus en plus critiquée en Israël même, et son prestige auprès de la population a diminué. Le choc de la guerre de Kippour a changé la donne. En 1973, pour la première fois dans son histoire, l'armée a été prise en défaut et l'existence du pays a été sérieusement menacée. Une crise de confiance a secoué alors la société israélienne qui n'a plus fait désormais aveuglément confiance à son armée. L'image de *Tsahal* en a été ternie.

La société israélienne a aussi changé. Les valeurs de courage, de sens du sacrifice, de solidarité et d'entraide, toutes valeurs et références collectives sur lesquelles le projet sioniste et le pays se sont construits, ont fait place à une société individualiste où prime la réalisation de soi. Des chiffres récents indiquent qu'environ 20 % des jeunes israéliens ne font pas leur service militaire². Ce chiffre reflète le malaise d'une société qui, devenue très critique envers son armée et ses actions, peine à s'identifier à cette institution jusque-là consensuelle et rassurante.

¹ Les Arabes israéliens (soit 15 % de la population) ne sont pas enrôlés, mais ils peuvent servir volontairement dans l'armée israélienne.

² Entretien avec Pierre Razoux, « Cohésion, vision, coopérations... Une armée en pleine mutation », *Défense & Sécurité Internationale* – Hors-série numéro 9, décembre 2009 – janvier 2010, p. 16-17.

Après la guerre de Kippour, les Israéliens ont critiqué l'attitude de l'armée vis-à-vis des Palestiniens. Puis, lors de la première guerre du Liban (1982-1985), nombre d'entre eux ont mis en question l'utilité et la cohérence de son action. Autrefois taboue, la critique de l'armée émane aujourd'hui de tous les segments de la société israélienne, de l'opinion publique aux médias en passant par le personnel politique. Les deux guerres les plus récentes dans lesquelles *Tsahal* s'est engagée, celle du Liban au cours de l'été 2006 et celle de Gaza en 2008-2009, ont été également contestées.

Ces critiques sont très largement partagées par la communauté internationale dans son ensemble, et trouvent un écho dans la couverture médiatique dont fait l'objet *Tsahal* à chacune de ses interventions. Sont dénoncés à la fois la disproportion et l'usage excessif de la force. Les méthodes dissuasives employées par *Tsahal* sont d'autant moins comprises par la communauté internationale que leurs adversaires ne sont pas des armées régulières mais des organisations armées qui évoluent au sein de populations civiles. Si l'armée fait son possible pour éviter les dommages collatéraux et prendre en compte les médias lorsqu'elle prépare ses interventions, le retentissement dans l'opinion publique internationale reste néanmoins très négatif, d'autant plus que son mode d'action ne permet pas à Israël de faire cesser les menaces pesant sur lui.

L'environnement stratégique du pays a évolué depuis 1948. Les menaces se sont diversifiées et complexifiées, et certaines d'un nouveau genre sont apparues. Les adversaires ne sont plus exactement les mêmes, pas plus que leurs objectifs, leurs ressources et leurs alliances. Dans ce contexte d'écart entre les résultats attendus et ceux obtenus par *Tsahal* pour faire face aux menaces dont elle se propose de protéger le pays, il semble pertinent d'aborder la question de sa doctrine. Dans quelle mesure celle-ci s'est-elle adaptée aux nouvelles contraintes de son environnement et aux nouvelles attentes du pays ?

Nous tenterons dans cette étude de cerner ce qui fait la spécificité de la doctrine militaire israélienne, eu égard aux conditions de sa fondation. Nous nous interrogerons sur sa pertinence et sa validité au regard des menaces contre lesquelles l'État d'Israël et son armée cherchent à se défendre, en prenant également en compte la question de l'influence sur *Tsahal* de la médiatisation internationale dans la gestion de ces conflits régionaux

CHAPITRE 1

AUX ORIGINES : *TSahal* ET SA DOCTRINE

1. Une armée originale

La genèse de *Tsahal* comme armée régulière est tout-à-fait atypique. Elle est le produit de la fusion de plusieurs organisations paramilitaires et irrégulières. Elle a fonctionné comme un creuset national, encore en vigueur aujourd'hui. Et c'est dans un contexte menaçant qu'elle a élaboré une doctrine originale. Le contexte historique, géopolitique, géographique et stratégique singulier dans lequel l'armée israélienne s'est constituée, lui a permis de forger les grands principes doctrinaux qui sont toujours au cœur de la pensée militaire du pays. La guerre et les questions de sécurité occupent de manière permanente une place prépondérante dans l'organisation institutionnelle de l'État d'Israël. C'est ce que souligne Pierre Razoux dans l'avant-propos de son ouvrage *Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne* : « Le sentiment de vivre dans un État en conflit permanent, dans une citadelle assiégée, reste encore de nos jours profondément ancré dans le cœur de chaque Juif israélien »³.

1.1. La naissance d'une armée : de *Bar Giora* à la *Haganah*

L'originalité de l'armée israélienne réside d'abord dans la manière dont elle a été créée. Elle est le fruit de la fusion de plusieurs organisations paramilitaires et irrégulières. D'abord créées pour protéger les premières implantations juives en Palestine ottomane, ces organisations ont coopéré avec les Britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale, puis se sont opposées à eux pour gagner l'indépendance du futur État d'Israël.

Les différents groupes armés ont été constitués dès les premiers temps du *Yishouv*⁴, dès avant la Palestine mandataire et bien avant la naissance officielle de l'État d'Israël. Dès le début, il s'est agit de protéger les colonies de peuplement de Palestine contre les attaques de pillards bédouins ou de nationalistes arabes. Ainsi, est né en 1907 un embryon de force armée, autour de quelques colonies agricoles, le groupe *Bar Giora*⁵. Le fondateur de ce groupe, Israël Shohat, a créé deux ans plus tard une autre structure, l'*Hashomer*⁶. L'objectif de cette force plus conséquente était alors d'assurer la protection de l'ensemble de la communauté juive de Palestine. Elle assumait, tout comme son prédécesseur, un rôle purement défensif. Mais au cours de la Première

³ Pierre Razoux, *Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Éditions Perrin, 2008, p. 7.

⁴ Signifie « installation » en hébreu et désigne le foyer national juif de la Palestine d'abord ottomane jusqu'en 1917 puis sous mandat britannique jusqu'en 1948.

⁵ Nom d'un combattant juif contre l'Empire romain.

⁶ Signifie « le gardien » en hébreu.

Guerre mondiale, le nouveau gouverneur turc Djamel Pacha proclama la loi martiale et décida d'exiler de nombreux chefs de la communauté juive, dont ceux de l'*Hashomer*. Dissous en 1920, le groupe est remplacé quelques mois plus tard par une autre structure, la *Haganah*⁷ qui s'imposa comme la « première véritable force de type paramilitaire (et non simplement policière) »⁸ du *Yishouv*. Elle avait pour mission, comme l'*Hashomer* avant elle, de protéger les colonies juives contre les pillards, mais aussi et surtout de « défendre à la manière d'une armée le développement du *Yishouv* face aux groupes armés arabes qui, à partir de 1920-1921, tentent de l'entraver »⁹. Les autorités britanniques ayant interdit aux Juifs et aux Arabes de Palestine de former des groupes armés autonomes, la *Haganah* dut opérer en toute clandestinité. Elle constitua toutefois « l'authentique ossature de la future armée israélienne »¹⁰. Pour autant, la réflexion militaire de l'époque s'inscrivait encore exclusivement dans une logique défensive.

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en septembre 1939 a changé la donne. En difficulté, les Britanniques ont éprouvé un besoin de soutien. À la fois malmenés par les troupes italiennes et allemandes et menacés par le nationalisme en Irak et en Égypte, ils ont cherché des alliés et se sont tournés vers le *Yishouv*. Ils ont autorisé alors ce qu'ils avaient jusque-là refusé à Ben Gourion, à savoir la création d'une force d'assaut mobile. Il s'agissait alors de créer une force militaire juive qui combattrait l'armée allemande dans le cas où les Britanniques, contraints d'évacuer la Palestine, laisseraient le *Yishouv* sans protection. C'est pourquoi l'état-major de la *Haganah* créa le *Palмах* (abréviation de *Plougot Machats*, les « Compagnies de choc ») composé d'environ 400 combattants, sous la direction de Ytzhak Sadeh¹¹. Les volontaires juifs y étaient entraînés par des instructeurs britanniques leur enseignant des techniques de sabotage et de lutte commando.

1.2. La lutte contre les Britanniques et l'unification progressive des forces juives de Palestine

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les relations entre Juifs et Arabes en Palestine se sont tempérées. Tout d'abord, lors de l'insurrection arabe qui a débuté en 1936 et s'est achevée en 1939, les actions conjointes de la *Haganah* et des forces britanniques ont conduit à l'élimination des chefs de la révolte. Puis en 1939, les autorités britanniques ont publié un Livre blanc¹² limitant très strictement l'immigration juive en Palestine, ce qui a contribué à amener la fin de la révolte arabe en apaisant les inquiétudes de la population arabe. Un certain calme a régné dès lors dans les relations entre Juifs et Arabes durant les années qui suivirent.

⁷ Signifie « défense » en hébreu.

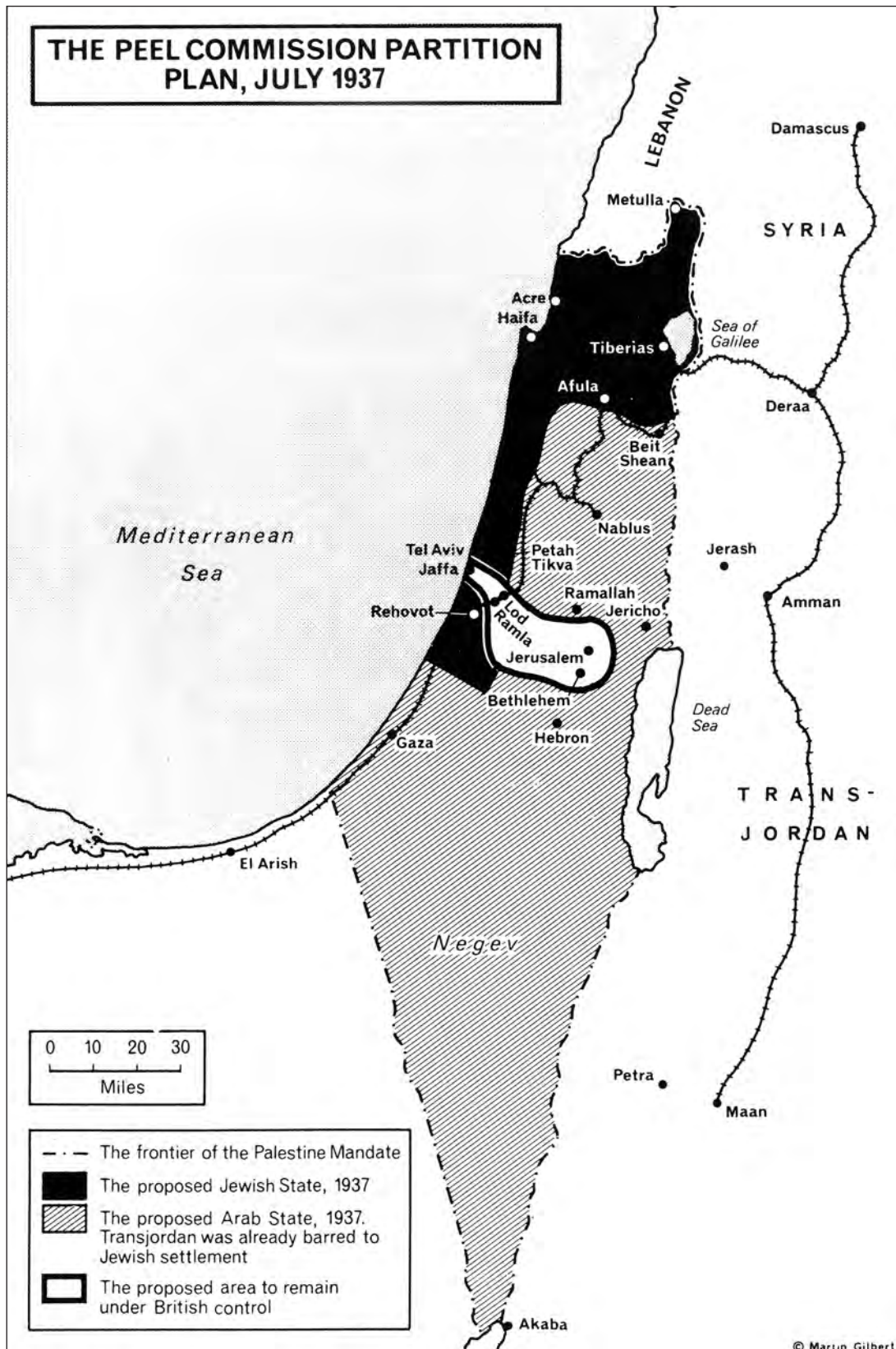
⁸ Frédéric Encel, « L'armée israélienne et ses spécificités géopolitiques », *Hérodote*, n° 116, janvier-mars 2005, p. 139.

⁹ *Idem*, p. 140.

¹⁰ *Idem*, p. 139-140.

¹¹ Ytzhak Sadeh (1890-1952) est né en Pologne. Il sert dans l'armée russe durant la Première Guerre mondiale puis émigre en Palestine mandataire en 1920. Il fonde le *Palмах* en 1941, devient le chef d'état-major de la *Haganah* de 1945 à 1946, puis commande la 8^e brigade blindée durant la guerre de 1948.

¹² Afin de rassurer la communauté arabe de Palestine, hostile à l'influence grandissante de la population juive qui ne cesse de s'accroître, les autorités britanniques publient un « Livre Blanc » destiné à limiter l'immigration juive en Palestine mandataire. Cela provoque l'hostilité des organismes juifs mais permet d'apaiser les esprits du côté des populations arabes.



¹³ A moins d'une mention contraire, les cartes ont été reprises – tout en étant parfois épurées – de l'ouvrage de Martin Gilbert, *The Routledge Atlas of Arab-Israeli Conflict*, Routledge, 2005.

Cependant, après avoir coopéré avec les autorités britanniques pendant la Deuxième Guerre mondiale, les Juifs de Palestine ont décidé en février 1945 de s'organiser pour obtenir leur indépendance. Elle s'est faite contre les Britanniques dans une lutte extrêmement violente. Car la *Haganah* a formé une alliance ponctuelle avec les groupes extrémistes *Irgoun*¹⁴ et *Lehi*¹⁵ et s'est lancée dans une lutte armée féroce contre la puissance mandataire britannique.

Les groupes paramilitaires juifs ont multiplié les attentats et les attaques contre les intérêts britanniques (les raffineries de pétrole, notamment) et les infrastructures rappelant leur présence (casernes, bases aériennes, ponts et voies de chemin de fer, postes d'observation et stations radar). Un des attentats les plus marquants est sans doute celui de l'hôtel King David le 22 juillet 1946. Ce jour là des membres de l'*Irgoun* ont posé une bombe au sein du Q.G. de la police britannique situé dans l'aile sud de l'hôtel King David à Jérusalem. Le bilan a été très lourd. On a compté 91 morts, des fonctionnaires et des officiers britanniques mais aussi des civils juifs et arabes. Les Britanniques ont lancé de nombreuses opérations anti-terroristes en réponse.

Ben Gourion s'est lancé dans une tentative d'unification de la résistance. S'il est parvenu à mettre le *Palmah* sous le contrôle de la *Haganah*, l'*Irgoun* contrôlé par Menahem Begin et le *Lehi* lui échappaient. Ces deux structures étaient d'autant plus dangereuses qu'elles employaient des méthodes très brutales comme les exécutions sommaires et les attentats violents. On était donc bien loin des modes opératoires d'une force armée pré-régulière.

Lors de la proclamation de l'Indépendance le 14 mai 1948, l'État d'Israël ne disposait pas encore d'une armée régulière. C'est un ensemble de milices et de groupes paramilitaires qui était chargé d'assurer les fonctions régaliennes de maintien de l'ordre et de défense. Ben Gourion souhaitait doter le nouvel État d'une armée régulière et nationale unique, ce qui s'est traduit par la Quatrième ordonnance du 28 mai 1948 qui a donné naissance à *Tsahal*, forces de défense d'Israël. Le processus de fusion des différents groupes armés du *Yishouv* ne s'est pas fait sans difficultés et il a fallu six mois avant qu'il ne soit conduit à son terme. L'énergie de Ben Gourion et sa détermination lui ont donc permis de bâtir « une armée cohérente sur un socle unitaire »¹⁶. L'armée est devenue rapidement une institution majeure du pays et occupe, aujourd'hui encore, une place centrale dans la société israélienne.

¹⁴ L'*Irgoun Zevai Leumi* ou « Organisation Militaire Nationale » connue sous le nom d'*Irgoun* ou d'*Etzel* naît en 1931 d'une scission avec la *Haganah*. Créé par Vladimir Jabotinsky, il s'agit d'une organisation militaire ultra nationaliste.

¹⁵ *LEHI – Lohamei Herut Israel* signifie les « combattants pour la liberté d'Israël » en hébreu. Connue sous le nom de « Groupe Stern » du nom de son fondateur Abraham Stern ce petit groupe ultra radical d'une douzaine de membres naît en 1940 d'une scission avec l'*Irgoun*. Particulièrement violente, l'organisation s'illustrera dans la lutte contre les Britanniques en commettant de nombreux attentats.

¹⁶ Frédéric Encel, *art. cit.*, p. 142.

2. Une nation en armes : *Tsahal*, un creuset national

Fondée sur la conscription quasi universelle de ses citoyens, l'armée israélienne est une armée populaire. Cette formule d'organisation a permis de faciliter l'absorption et l'intégration dans la société israélienne d'un flux continu d'immigrants. Population autochtone et population issue de l'immigration récente ont d'ailleurs en partage un sens aigu du secret acquis par la fréquentation de l'institution militaire qui fonde leur appartenance collective à la nation.

2.1. Une armée de conscrits

Tsahal est donc une armée de masse fondée sur la conscription. Son organisation repose sur trois éléments. Le premier est une force d'active professionnalisée, constituée de plusieurs dizaines de milliers d'officiers et de sous-officiers, qui encadre le contingent des conscrits. La plus grande partie de la marine et de l'aviation ainsi que quelques unités terrestres constituent ce noyau dur de forces professionnelles. Le deuxième élément est l'ensemble des conscrits, qui permet à l'armée israélienne de disposer d'un contingent permanent. Le troisième élément est une réserve entraînée et rapidement mobilisable. Elle est constituée par les conscrits ayant terminé leur service militaire qui effectuent des périodes obligatoires d'un mois par an jusqu'à l'âge de cinquante-quatre ans (les *miluim*), ainsi que les professionnels ayant quitté le service actif.

Le système de conscription a été instauré par la loi du 8 septembre 1949. Elle prévoit que tous les citoyens israéliens sont soumis à un service militaire de deux ou trois ans. Cette règle comporte néanmoins plusieurs nuances. Elle ne concerne que les citoyens juifs et druzes ainsi que les immigrants de moins de 29 ans. D'autres catégories de la population bénéficient d'aménagement voire d'exemption. C'est le cas notamment des jeunes mères et des étudiants ultra orthodoxes des instituts d'études talmudiques. En revanche, le service n'est pas obligatoire pour les minorités bédouines et circassiennes même s'il est très répandu. Les chrétiens et les musulmans non bédouins sont dispensés mais ils peuvent se porter volontaires. Ce modèle de conscription a été adopté dès l'indépendance dans un contexte marqué par une situation économique et financière catastrophique (pénurie générale et tickets de rationnement) et par l'arrivée massive de migrants qu'il fallait entièrement prendre en charge (logement, travail, vêtements, etc.). Grâce à ce modèle, l'État d'Israël s'est doté d'une armée nationale au prix d'un effort financier raisonnable. Une professionnalisation intégrale aurait en effet été trop coûteuse¹⁷ et non compatible avec la politique d'austérité imposée par la Knesset¹⁸ pendant ces premières années après l'indépendance.

Tsahal s'impose donc comme l'armée populaire d'un pays où chaque citoyen est astreint à l'un des services militaires les plus longs au monde. À tout moment, tous les citoyens ont au moins un membre de leur famille sous les drapeaux, ce qui renforce également leur sensibilité aux questions de défense et de sécurité.

¹⁷ Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 105.

¹⁸ Il s'agit du Parlement israélien.

2.2. Un rôle intégrateur pour *Tsahal*

Le choix d'une conscription quasi universelle a aussi permis aux dirigeants israéliens de gérer le flux toujours plus important de migrants qui viennent s'installer en Israël après la guerre d'indépendance. Ainsi, pendant la première moitié des années 1950 « *Tsahal* joue donc d'abord et avant tout un rôle intégrateur, permettant d'assimiler des populations de provenance et de culture très diverses »¹⁹. Entre 1945 et 1951 en effet, la population juive israélienne devient deux fois plus importante. Les nouveaux arrivants viennent de pays et d'horizons complètement différents : ils ne parlent pas la même langue et n'ont pas grand chose en commun. Grâce à leur passage dans les rangs de *Tsahal*, ils peuvent non seulement apprendre l'hébreu et s'intégrer mais également s'adapter à leur nouveau pays. Leurs obligations militaires leur permettent de se familiariser avec les procédures sociales et administratives mises en place par les responsables du pays²⁰.

2.3. L'obsession du secret

La société israélienne est animée par un état d'esprit particulier qui est celui de l'obsession du secret. C'est une sorte de mode de fonctionnement hérité de l'histoire de la fondation du pays. Dès avant la création officielle de l'État et de son armée, des groupes armés s'occupaient d'assurer la sécurité du *Yishouv* en Palestine. Non tolérés par les autorités turques ottomanes ni, par la suite, par les Britanniques, ces organisations opéraient dans la clandestinité. Les autres institutions de la communauté juive de Palestine se développaient elles aussi de manière très discrète, de façon à ne pas trop attirer l'attention de la puissance mandataire.

Ces années de clandestinité ont laissé des marques en Israël, surtout lorsque l'on parle des forces armées du pays. Tout d'abord, aucun passage de la déclaration d'indépendance de l'État hébreu ne fait état de la liberté d'expression des militaires. Il existe d'ailleurs au sein de *Tsahal* une unité chargée de la censure. Elle contrôle ce qui s'écrit dans la presse israélienne et toute publication portant sur les questions de sécurité et de défense. L'objectif n'est pas de porter atteinte à la liberté d'expression mais de s'assurer qu'aucune information susceptible d'éclairer l'adversaire ne puisse lui être accessible.

Toutefois, la censure militaire n'est plus aujourd'hui aussi stricte qu'à ses débuts. En raison de l'amélioration et de la multiplication des moyens de communication, et avec l'apparition et la banalisation d'Internet et des téléphones portables, la censure ne peut plus se montrer aussi sévère. Ce qui est remarquable pourtant, c'est qu'au-delà de cette censure « institutionnalisée » puisque faisant partie intégrante de l'armée, c'est chaque Israélien qui s'impose une véritable autocensure, « convaincu de participer ainsi à la défense de son pays »²¹ en entretenant un véritable « culte du secret »²². En Israël, « l'armée est omniprésente dans toutes les sphères de la société mais personne n'en parle »²³.

¹⁹ Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 104.

²⁰ *Ibidem*.

²¹ *Idem*, p. 118.

²² *Ibidem*.

²³ *Ibidem*.

Différentes méthodes sont utilisées afin de préserver le mystère qui entoure *Tsahal* et son organisation. Pour les protéger, de faux noms sont attribués aux officiers et aux membres de certaines unités spéciales. Leur identité est tenue secrète et il est absolument impératif qu'aucune information concernant l'identification des unités ou des détails opérationnels ne filtre dans les médias. La localisation et la numérotation des unités changent en permanence. Ainsi, une unité d'infanterie, la deuxième brigade « Carmeli » a changé de nom après la guerre d'Indépendance et est devenue la dix-huitième brigade d'infanterie « Barak »²⁴. De nombreuses autres unités ont été dissoutes, reconstituées et renommées. La même logique s'applique aux procédures et ordres de mobilisation qui sont communiqués par les autorités à la radio et dans la presse écrite au moyen de mots de code. Tout est fait pour « accroître l'opacité entourant le fonctionnement de *Tsahal* »²⁵.

3. Un contexte menaçant et une doctrine originale

L'État d'Israël et son armée sont nés dans un contexte géographique et géopolitique particuliers. S'y adapter a exigé des efforts qui ont contribué à façonner une doctrine militaire originale.

3.1. Une géographie particulière

Le pays est petit et ne possède aucune profondeur stratégique, c'est-à-dire permettant aux forces de se déployer sur une distance appropriée entre le front et l'arrière. De ce point de vue, dans les lignes d'avant 1967 par exemple, le territoire d'Israël n'atteignait en largeur que 15 kilomètres (soit la distance que parcourt la ligne n° 1 du métro parisien, entre Vincennes et la Défense) ce qui aurait pu lui faire perdre sa capacité de se défendre. Dans ces frontières, Israël ne disposant d'aucune profondeur, la majeure partie des infrastructures de l'État (villes, aéroports, industries et autoroutes) est exposée au feu des forces militaires adverses. Les zones de peuplement ainsi que les infrastructures sont très proches des champs de bataille et plus de la moitié du territoire israélien peut être pilonnée par l'artillerie des pays qui l'entourent. Une attaque simultanée de ses voisins peut d'ailleurs couper le pays en deux de manière quasi instantanée. C'est pourquoi, afin de préserver son territoire étroit, Israël opte pour une tactique résolument offensive, fondée sur l'attaque préventive et le rapide transfert des hostilités sur le territoire de l'adversaire.

L'économie de l'État hébreu, quoique assez proche des standards des économies occidentales, reste fragile. Incapable de soutenir une situation de siège et une longue mobilisation générale qui la paralyserait en maintenant les conscrits loin de leurs lieux de travail, l'État d'Israël ne peut mener que des guerres éclairs.

Il existe par ailleurs un déséquilibre démographique notable entre Israël et ses voisins arabes. L'État hébreu aura toujours moins de soldats que ses adversaires. Ceci se conjugue à la présence dans cette région d'armées et d'arsenaux énormes, y compris ceux de *Tsahal*. Les dépenses

²⁴ *Idem*, p. 115.

²⁵ *Idem*, p. 117.

militaires atteignent des niveaux disproportionnés, même au sein de ceux des pays qui ne font pas l'objet de menaces graves de l'étranger ; elles utilisent des ressources qui ne sont pas consacrées au développement économique. Les ressources combinées de ses adversaires jointes à de plus vastes territoires peuvent donc se révéler encore plus dangereuses pour l'État juif. C'est pourquoi les Israéliens ont dès le début compris la nécessité de privilégier la qualité par rapport à la quantité en matière d'hommes et d'armement. Ils mettent un point d'honneur à ce que leurs soldats soient mieux formés et entraînés que leurs homologues arabes.

La même logique s'applique en matière d'armement : les Israéliens ont toujours cherché à acquérir des armes plus modernes et performantes que celles de leurs voisins arabes. Et même lorsque ces armes sont de qualité égale à celles des pays arabes, *Tsahal* compte sur la qualité de ses soldats pour faire la différence avec ses adversaires aux fins de les surpasser.

3.2. Un environnement hostile

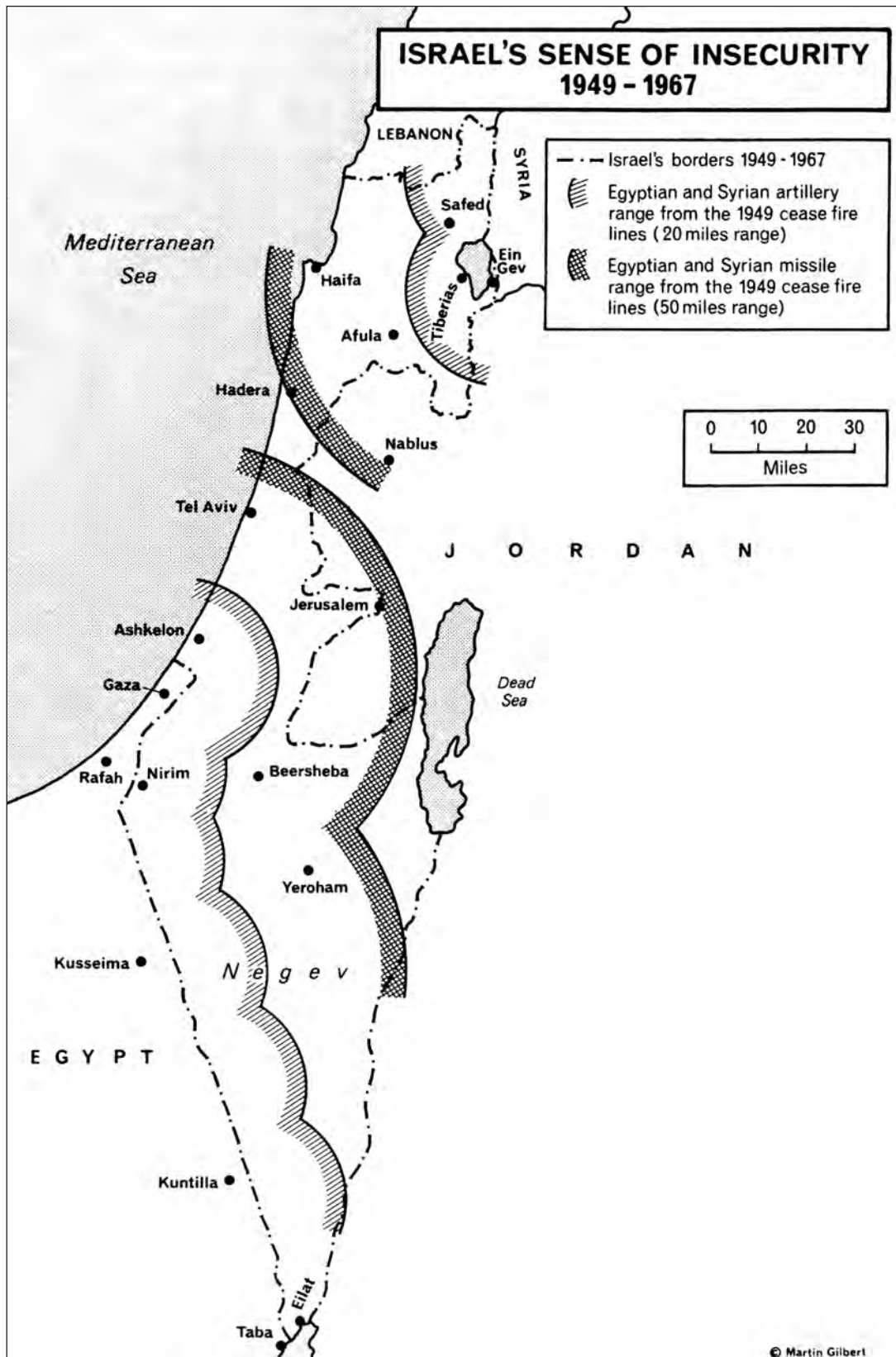
L'environnement régional d'Israël était menaçant dès avant la fondation de l'État. Parce que le monde arabe est hostile à l'État hébreu, les Israéliens se considèrent en permanence « sinon en guerre, du moins en état d'alerte »²⁶. Le pays peut basculer très rapidement de la paix à un état de guerre, aussi la société israélienne estime qu'elle doit pouvoir être mobilisée rapidement et efficacement. L'État hébreu veut pouvoir compter sur un système d'alerte sophistiqué qui permette de donner l'alerte et de prévenir les autorités du pays lorsqu'une attaque est imminente afin que la mobilisation soit déclenchée et que les dirigeants aient suffisamment de temps pour préparer une réponse adaptée à la menace. On comprend donc mieux l'importance des services de renseignement israéliens. Ceux-ci se doivent d'assurer une véritable mission de surveillance et d'être en mesure de faire une bonne estimation des capacités militaires des adversaires.

Malgré des accords de paix bilatéraux avec l'Égypte d'une part et la Jordanie d'autre part, Israël ne possède aucun État allié, ni même seulement neutre au sein de cet environnement hostile. C'est pourquoi depuis 1949, l'État hébreu recherche constamment auprès d'au moins une grande puissance, un appui même indirect.

Car Israël considère la communauté internationale comme lui étant hostile et plutôt favorable aux pays arabes. Le facteur rapidité est donc jugé essentiel par les Israéliens qui craignent, en cas de conflit, de se voir imposer un cessez-le-feu par les Nations Unies, comme ce fut le cas en juillet et novembre 1948 lors de la guerre d'indépendance. La trêve de juillet 1948 surprend en effet les Israéliens dans une position des plus défavorables : alors en pleine offensive, l'arrêt des hostilités leur fait perdre l'initiative jusqu'à la fin de la guerre²⁷. L'État hébreu doit donc mener des guerres rapides et décisives afin de s'assurer, en cas d'intervention internationale, que la situation sur le terrain est en sa faveur. La décision est un facteur très important puisque détruire les capacités de ses adversaires à faire la guerre permet à Israël d'éviter une reprise rapide des hostilités.

²⁶ Frédéric Encel, *Géopolitique du Sionisme – Stratégies d'Israël*, Paris, Éditions Armand Colin, 2009, p. 134.

²⁷ Martin Van Creveld, *Tsahal – Histoire critique de la force israélienne de défense*, Paris, Éditions du Rocher, 1998, p. 143.



²⁸ D'après Martin Gilbert, *The Routledge Atlas of the Arab-Israeli Conflict – 8th Edition*, Londres et New York, Routledge, 2005, p. 52.

Les Israéliens ont à peu près accepté le *statu quo* territorial et ont admis qu'ils ne pouvaient imposer la résolution du conflit les opposant à leurs voisins par la force. Inférieurs démographiquement et géographiquement, leurs objectifs n'étaient pas nécessairement d'obtenir une victoire totale. Il s'agissait plutôt de détruire le potentiel militaire menaçant leur pays et de conquérir des territoires qui leur serviraient de monnaie d'échange dans le cadre de négociations avec leurs adversaires²⁹. Peu importe leur efficacité sur le terrain, les Israéliens ont en effet toujours été persuadés qu'ils n'auraient jamais les ressources et la liberté d'action, au niveau international particulièrement, d'imposer la résolution du conflit à leur adversaires vaincus. C'est pour cette raison que leur position stratégique a toujours été défensive : seule la dissuasion permettrait d'empêcher les Arabes de s'attaquer à eux et les convaincrait de la futilité de l'utilisation de la force contre Israël.

S'appuyant sur une tactique offensive fondée sur l'attaque préventive et le transfert des hostilités sur le territoire de l'adversaire, la stratégie israélienne reste donc défensive.

3.3. Une doctrine singulière

Les Israéliens ont fait de la dissuasion un des principes fondamentaux de leur doctrine. Il s'agit pour eux d'imposer une image de puissance et d'invulnérabilité afin de dissuader leurs adversaires de s'attaquer à eux. Si la dissuasion échoue et que ses ennemis s'attaquent à lui, l'État hébreu choisit de lancer une offensive militaire en usant de la force de manière excessive et disproportionnée. Les Israéliens espèrent ainsi convaincre leurs adversaires qu'ils ne peuvent parvenir à détruire leur État, que l'utilisation de la force contre eux est tout simplement futile et qu'ils auraient plus à gagner à faire la paix.

Dans le cas où l'État d'Israël se retrouverait face à une menace mettant en péril son existence, il peut compter sur ses capacités nucléaires militaires pour dissuader ses ennemis. C'est dès 1948 que David Ben Gourion et les pères fondateurs de l'État d'Israël décident de doter le pays de l'arme nucléaire. Ils souhaitent ainsi pouvoir se prémunir contre une répétition éventuelle de l'épisode dramatique de l'Holocauste. Ils lancent donc, dès la fin de la guerre d'indépendance en 1949, un programme de recherche nucléaire. Les Israéliens ont toujours nié posséder des armes nucléaires, et affirment régulièrement depuis la fin des années 1960, période à laquelle l'État hébreu acquiert ses premières bombes atomiques, qu'ils ne seront pas les premiers à introduire l'arme nucléaire au Moyen-Orient. Il est toutefois aujourd'hui acquis qu'Israël possède un nombre important d'armes nucléaires : entre 100 et 200 têtes nucléaires selon les experts³⁰. Cet arsenal important doit permettre à l'État hébreu, en cas d'attaque mettant en péril son existence, de convaincre ses adversaires que ceux-ci s'exposent à des représailles « massives »³¹ et « intolérables »³² visant leurs centres de pouvoir et de population.

²⁹ *Ibidem*.

³⁰ Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 557.

³¹ *Idem*, p. 576.

³² *Ibidem*.

La doctrine militaire israélienne se résume donc à quatre grands principes. Celui d’abord d’une nation en armes. Puis, les trois autres principes forment ce que de nombreux militaires et experts israéliens des questions de sécurité et de défense ont appelé le « triangle sécuritaire ». Les éléments qui forment ce triangle ont été et restent toujours au cœur de la pensée militaire israélienne. Le premier élément est la dissuasion qui doit permettre d’empêcher les adversaires de l’État hébreu de l’attaquer, le deuxième est un système d’alerte très sophistiqué qui doit pouvoir permettre aux Israéliens de voir venir une attaque et de se préparer en conséquence. Enfin, la victoire décisive et incontestable constitue le dernier côté de ce « triangle sécuritaire ». Elle doit permettre d’écraser le potentiel militaire menaçant Israël et de rétablir la posture dissuasive de l’État hébreu.

Toutefois, le contexte dans lequel Israël évolue depuis sa création a bien changé. Les menaces se sont transformées. En évoluant, elles ont également contribué à modifier les formes de l’action militaire et posent la question d’une nécessaire adaptation des principes doctrinaux d’Israël, qui semblent aujourd’hui dépassés.



Soldats israéliens lors d’une opération dans les territoires occupés.



Un soldat d’une brigade d’infanterie quittant une habitation en passant par le mur.

Source : IDF Spokesperson dans *Défense & Sécurité Internationale (DSI)*, *Tsahal – L’armée israélienne aujourd’hui*, Hors-série numéro 9, décembre 2009-janvier 2010, p. 19 et 63.

CHAPITRE 2

***TSAHAL* MISE À L'ÉPREUVE : UNE MENACE « MULTI SPECTRALE »³³ ET « MULTI DIMENSIONNELLE »³⁴**

1. La menace conventionnelle : vers une normalisation des relations israélo-arabes ?

Si *Tsahal* a progressé sur le plan tactique, les grands principes doctrinaux guidant son action sur le terrain sont restés sensiblement les mêmes. Le constat pose d'autant plus problème que les menaces auxquelles Israël est confronté ont évolué. Pour l'État hébreu, la menace fut d'abord conventionnelle puisque ce sont cinq armées arabes qui l'ont attaqué le lendemain de sa création le 15 mai 1948. Mais le danger n'était pas monolithique car dès sa création, Israël a été exposé à une menace de type asymétrique où l'ennemi n'est pas un État arabe voisin avec une armée régulière mais des groupes de combattants très motivés et qui savent s'adapter rapidement en se révélant insaisissables et parfois imprévisibles. Imprévisibles et dangereux, ils ont évolué eux aussi de telle manière qu'ils sont devenus, pour certains, de véritables entités semi-souveraines dotées d'armes puissantes. Missiles et armes de destruction massive sont venus se rajouter et se mêler à la problématique de la guerre irrégulière. En plus des armes de plus en plus puissantes des groupes terroristes, des États comme la Syrie se sont dotés d'arsenaux chimiques et de capacités balistiques, et d'autres comme l'Iran s'acheminent vers la constitution d'une capacité nucléaire. Les menaces devenues « multi spectrales »³⁵ et « multi dimensionnelles »³⁶ requièrent des réponses adaptées à leurs spécificités. *Tsahal* a-t-elle su s'y adapter ?

1.1. La guerre de 1948 et l'émergence d'une menace existentielle

La menace conventionnelle s'est développée au moment même de la création de l'État d'Israël. Les Nations Unies ont proposé le 29 novembre 1947 la partition de la Palestine en deux États, l'un Juif, l'autre Arabe. Le refus de ce plan par les pays arabes ainsi que la détérioration des relations entre Juifs et Arabes en Palestine ont conduit alors à la guerre de 1948. Le 14 mai à minuit, le mandat britannique sur la Palestine s'est achevé officiellement. L'État d'Israël a été proclamé dans la journée sur une partie du territoire. Au vu de la situation, les États arabes voisins, qui contestaient la création d'Israël, ont décidé d'intervenir, et plusieurs de leurs armées sont entrées dans l'ancienne Palestine mandataire.

³³ Philippe Langlois, « Israël face à ses menaces – La nécessité d'une grande stratégie couvrant tout le spectre », *Défense & Sécurité Internationale* – Hors-série numéro 9, décembre 2009 – janvier 2010, p. 22.

³⁴ *Ibidem*.

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ *Ibidem*.

Les Israéliens sont sortis victorieux de ce premier conflit avec leurs voisins. Ils ont en effet repris possession des territoires que leur accordait le plan de partage de l'ONU et ont conquis en plus la moitié des territoires que la Résolution 181 prévoyait pour les Arabes. Toutefois, cette victoire n'a pas réglé les problèmes de fond qui subsistaient³⁷. En 1949 en effet, des accords d'armistice ont été signés entre Israël et les pays arabes engagés dans le conflit (l'Égypte le 24 février 1949, le Liban le 23 mars, la Jordanie, le 3 avril et la Syrie le 20 juillet). Il s'est agi d'accords qui se voulaient provisoires jusqu'à la signature de traités de paix définitifs qui n'ont finalement jamais été signés.

L'État d'Israël s'est retrouvé isolé comme une petite « île » dans un « océan arabe », encerclé par des États arabes qui lui étaient hostiles et ne reconnaissaient pas son existence. Cette menace conventionnelle, celle d'une attaque coordonnée de ses voisins – Égypte, Jordanie, Irak, Syrie et Liban – est devenue la préoccupation principale du jeune État. Toute la réflexion israélienne sur la sécurité nationale s'est construite sur l'idée selon laquelle l'État hébreu est engagé dans une lutte pour sa survie. C'est le concept de menace perpétuelle et existentielle sur Israël. L'image du « petit David », l'État d'Israël, devant affronter le « géant Goliath », les pays arabes voisins, est une représentation très forte de l'État hébreu qui a fait partie de l'imaginaire collectif israélien pendant des décennies. À en juger par l'inquiétude que provoque aujourd'hui en Israël la révolte égyptienne, qui ravive la hantise d'un encerclement avec le *Hezbollah* au nord, les Frères musulmans égyptiens au sud, les Frères musulmans jordaniens à l'est et le *Hamas* à l'ouest, ce symbole reste profondément ancré dans le cœur de chaque Juif israélien.

Beaucoup d'Israéliens se sont persuadés que cette première guerre de 1948 avait donné une leçon aux pays arabes et qu'elle allait permettre à Israël de conclure des traités de paix avec ses voisins. Mais les dirigeants syriens, égyptiens et jordaniens qui se préparaient à faire la paix ont été renversés. Des tensions et de l'instabilité se sont installées aux frontières de l'État hébreu, et ont donné lieu à de nombreuses guerres. Ces opportunités de paix non concrétisées en raison des changements de régime des pays voisins ont entraîné une persistance de la menace conventionnelle régionale. Chaque fois, l'armée israélienne a fait étalage de sa puissance et a recouru à la force de manière disproportionnée. L'objectif était pour *Tsahal* de dissuader l'adversaire et de le convaincre de la futilité de l'utilisation de la force sur le long terme. Les États arabes devaient en effet comprendre qu'ils ne pouvaient pas détruire l'État d'Israël et qu'un conflit continu avec lui leur coûterait cher.

1.2. L'exemple de la campagne de 1956

C'est ce qu'illustre la campagne de 1956 menée par Israël contre l'Égypte. À l'occasion de cette offensive conduite parallèlement à l'opération franco-britannique contre le canal de Suez, les Israéliens souhaitent détruire les bases des *fedayins* qui agissent contre leur territoire à partir de la bande de Gaza et de leurs bases arrières du Sinaï. Ils veulent également dissuader les Égyptiens de redéployer leurs troupes vers l'Est et détruire de façon durable leur potentiel offensif.

³⁷ Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 98.



³⁸ Source : d'après Martin Gilbert, *The Routledge Atlas of the Arab-Israeli Conflict – 8th Edition*, Londres et New York, Routledge, 2005, p. 50.

Les Israéliens remportent très rapidement, et au prix de pertes humaines et matérielles relativement faibles, une victoire totale dans la péninsule du Sinaï qu'ils sont cependant ensuite contraints d'évacuer sous la pression des États-Unis et de l'Union Soviétique. À l'issue de cette guerre brève, le corps de bataille égyptien (mis à mal par les Occidentaux dans la zone du canal) est annihilé. À l'inverse de la guerre d'indépendance, durant laquelle les fantassins avaient été l'élément central du combat terrestre et au cours de laquelle l'aviation et la marine n'avaient joué qu'un rôle marginal, les blindés jouent désormais un rôle décisif. L'aviation (pour une part fournie par la France) tient également une place importante dans les opérations, en particulier lors de la première phase de l'engagement.

1.3. Le tournant stratégique de 1967

Onze ans plus tard, en 1967, alors que les accrochages frontaliers se multiplient entre l'État hébreu d'une part, l'Égypte et la Syrie d'autre part, les Israéliens décident de lancer une attaque aérienne préventive, planifiée de longue date, afin de neutraliser les aviations de leurs adversaires, notamment égyptienne. L'offensive est déclenchée alors que Nasser annonce la fermeture du détroit de Tiran, ce que le *Raïs* savait constituer un *casus belli*. Dans le contexte tendu de cette période, alors que « la banlieue de Tel Aviv est à portée des canons jordaniens ; [que] les colonies agricoles situées au bord du lac de Tibériade sont régulièrement bombardées par l'artillerie syrienne ; [et que] les principales villes du pays se trouvent à moins de dix minutes de vol des aérodromes égyptiens »³⁹ la guerre apparaît comme « la seule solution cohérente »⁴⁰. La tendance, esquissée lors de la précédente campagne, est confirmée : l'armée israélienne s'appuie à la fois sur l'aviation, sur ses chars et sur ses parachutistes pour atteindre ses objectifs dans les délais les plus brefs. Dans un premier temps, la *Heyl Ha'Avir* (Force aérienne israélienne), mène une attaque aérienne préventive au cours de laquelle elle neutralise l'aviation ennemie afin d'obtenir la supériorité aérienne, puis elle se consacre à appuyer directement la progression des soldats au sol. Comme pendant la campagne du Sinaï, les blindés jouent un rôle fondamental et constituent « le fer de lance de l'offensive terrestre »⁴¹. Lors de cette guerre-éclair, dite « des Six jours », Israël remporte une victoire écrasante. Les armées arabes qui menaçaient directement le pays sont quasiment anéanties et l'État hébreu quadruple la superficie de son territoire en s'emparant de la péninsule du Sinaï, de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et du plateau du Golan.

Toutefois, si cette victoire militaire contribue à inverser les données stratégiques régionales au profit d'Israël, les tensions subsistent. En effet, moins d'un an et demi après la fin de la guerre, les Égyptiens entament une guerre d'usure contre Israël. Il s'agit d'une guerre limitée, combinant des combats statiques le long du canal de Suez, des opérations aériennes et quelques raids en territoire adverse. Puis des combats opposent Israël à la Syrie à partir du mois de juin 1970 jusqu'au cessez-le-feu du 8 août. Une période de calme relatif commence, toujours ponctuée d'accrochages isolés et de combats aériens près des lignes de cessez-le-feu. Les Égyptiens,

³⁹ *Idem*, p. 203.

⁴⁰ *Ibidem*.

⁴¹ *Idem*, p. 189.



⁴² D'après Martin Gilbert, *The Routledge Atlas of the Arab-Israeli Conflict – 8th Edition*, Londres et New York, Routledge, 2005, p. 68.

relativement satisfaits de leurs gains politiques et militaires, restent persuadés qu'une reprise des combats est nécessaire avant d'entamer des négociations directes permettant d'aboutir à un traité de paix effectif. Ils ont compris qu'ils leur est difficile de sortir vainqueurs d'une confrontation armée générale avec Israël mais aussi que la stratégie de la guerre d'usure n'était pas complètement efficace. Dans un contexte diplomatique bloqué, où les tentatives de résolution du conflit israélo-arabe échouent les unes après les autres, le Raïs est convaincu qu'une victoire symbolique contre l'État hébreu pourrait contraindre les Israéliens à reprendre les négociations. Une guerre à objectif limité lui semble le moyen le plus efficace d'y parvenir. Mais, en Israël, l'état d'esprit est tout différent. Les autorités se montrent très sûres d'elles, et la société dans son ensemble paraît certaine que son armée est l'une des meilleures et des plus puissantes au monde. Une sorte de complexe de supériorité s'est ainsi développé au sein de l'État hébreu, qui baisse la garde tout en se disant persuadé que ses voisins arabes ne comprennent que la force.

1.4. Le choc de la guerre de Kippour et la fin d'une époque

C'est dans ce contexte que, le 6 octobre 1973, le jour de Yom Kippour – l'une des journées les plus solennelles du calendrier juif – les armées égyptienne et syrienne attaquent par surprise Israël. Menacé de défaite pour la première fois, l'État hébreu contre-attaque aussitôt toutes forces réunies et parvient finalement à reprendre le dessus. Mais cette guerre a fait vaciller le pays qui connaît de lourdes pertes humaines et matérielles sur son sol. Sur le terrain, *Tsahal* s'est encore appuyée sur le binôme avions-chars même si, contrairement aux précédentes campagnes, ce sont cette fois les blindés qui ont ouvert la voie à l'aviation.

La guerre de Kippour a marqué un tournant. Paradoxalement, bien que vainqueurs sur le plan militaire, les Israéliens ressortent de ce conflit avec l'impression d'une redoutable défaite. Pour la première fois, les défenses israéliennes ont été prises en défaut et ont été enfoncées. Ce fut le cas notamment sur le front sud, le long du canal de Suez. La ligne de défense Bar-Lev à l'est du canal, constituée de trente fortins, a été contournée par l'armée égyptienne dès le 6 octobre 1973, premier jour de guerre, contribuant à désorganiser les forces israéliennes. Le même jour, sur le front nord situé sur les hauteurs du plateau du Golan, l'armée syrienne faisait subir à *Tsahal* de lourdes pertes.

Si le conflit se termine par une victoire militaire israélienne, le souci de revanche ou de reconquête des adversaires d'Israël a pu être satisfait, au moins symboliquement, et a permis que des négociations directes s'engagent entre l'État hébreu et l'Égypte, deux jours après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Elles aboutissent, six ans plus tard, à la signature d'un traité de paix entre les deux pays, ce qui modifie durablement la donne stratégique de la région. Sa frontière sud désormais en sécurité, l'État hébreu peut reporter toute son attention sur ses autres voisins, la Jordanie à l'est, la Syrie et le Liban au nord. Adversaire longtemps le plus redoutable, l'Égypte ne représente plus désormais une menace et Israël se trouve donc dans une position très favorable vis-à-vis des autres pays arabes, aux capacités militaires nettement inférieures. Mais aussitôt l'ennemi s'adapte et les menaces changent. Elles prennent rapidement des formes différentes (nouvelles ?) que l'état-major israélien mesure mal. Traumatisés par cette guerre de Kippour, qui avait manqué de rayer leur pays de la carte, les Israéliens transforment

leur armée en une véritable « machine de guerre colossale »⁴³ et concentrent toute leur attention sur la menace conventionnelle, alors que celle-ci devient progressivement hypothétique. Ils continuent à se préparer comme si la prochaine confrontation devait avoir lieu sous la même forme, sur le champ de bataille, contre une armée conventionnelle.

Tsahal est donc réorganisée. L’infanterie voit son rôle réévalué, car le mythe de l’invincibilité du tandem avions-chars s’est en partie effondré avec cette guerre. Les parachutistes et les fantassins retrouvent une importance aussi considérable que celle des blindés. Les progrès technologiques permettent également de privilégier utilement les missiles et l’armée investit massivement dans ce domaine afin de compenser ses manques. L’artillerie est diversifiée et renforcée, *Tsahal* espérant « tout écraser sur son passage, tel un rouleau compresseur »⁴⁴. Afin d’accroître les effectifs sous les armes, l’état-major obtient la mise en place des mesures telles que l’allongement de la durée du service militaire et des critères d’exemption plus sévères.

Dès la fin de la guerre de Kippour, commence une phase de normalisation des relations israélo-arabes, lente et laborieuse mais réelle. Elle se poursuit jusqu’à permettre la signature des accords de paix avec l’Égypte en 1979 puis avec la Jordanie en 1994. Cette évolution vers une solution politique du conflit marque la fin de certain isolement diplomatique d’Israël dans la région et lui assure une relative sécurité sur une partie de ses frontières. Dans le même temps, les services de renseignement israéliens concentrent toute leur attention sur la menace du terrorisme, l’imbroglio libanais et le voisin syrien.

2. La menace asymétrique : de la lutte contre les « infiltrés » aux combattants du *Hamas*

La menace terroriste a toujours préoccupé les dirigeants israéliens, mais elle a longtemps été considérée comme un « front secondaire » comparée à une menace conventionnelle plus immédiate et plus massive. Au début des années 1980, la pression terroriste sur le pays se fait sentir de façon de plus en plus forte et les Israéliens sont conduits à s’engager au Liban, d’où, profitant de la guerre civile, les groupes armés palestiniens se « [livraient] une guérilla sans cesse plus active contre Israël »⁴⁵. Cette guerre n’a pas fait l’unanimité au sein de la société israélienne qui a pourtant systématiquement soutenu les actions de son armée. La guerre dans laquelle *Tsahal* est lancée par le gouvernement de Jérusalem pour tenter d’anéantir l’Organisation de Libération de la Palestine illustre les changements consécutifs à la guerre de Kippour : depuis lors, toutes les confrontations dans lesquelles *Tsahal* a été engagée ont été des guerres de type asymétrique. L’adversaire n’est plus une armée arabe mais un ennemi insaisissable, aux contours plus ou moins vagues, à l’organisation et à l’implantation diffuses. La deuxième guerre du Liban en 2006 et l’opération « Plomb durci » en décembre 2008-janvier 2009 témoignent de cette évolution, qui ne constitue pas une nouveauté en tant que telle (Israël est confronté au terrorisme depuis sa création) mais marque une quasi-inversion des priorités (une guerre conventionnelle paraissant ces dernières années peu probable).

⁴³ *Idem*, p. 329.

⁴⁴ *Idem*, p. 337.

⁴⁵ Frédéric Encel et François Thual, *Géopolitique d’Israël*, Paris, Éditions du Seuil, 2006, p. 258.

2.1. Les « infiltrés » ou la guerre des frontières

A partir de l’été 1948, les Palestiniens réfugiés à Gaza ou en Cisjordanie ont tenté de pénétrer en Israël pour récupérer leurs biens abandonnés pendant la guerre d’indépendance. Ces « infiltrés » n’étaient ni vraiment armés ni réellement organisés. Une minorité d’entre eux seulement visait délibérément la population juive dans un désir de vengeance, ou pour des motifs politiques. La Jordanie et l’Égypte jusqu’en 1955 étaient officiellement opposées aux infiltrations mais Israël finit par suspecter les pays arabes de s’en servir comme d’une guérilla contre lui. Glubb Pacha, commandant la Légion arabe (jordanienne) évoque longuement cette question à la fin de ses mémoires⁴⁶. L’Égypte pour sa part a de fait formé un bataillon palestinien de police des frontières en 1952, puis créé en 1954 un corps de gardes-frontières plus important et mieux armé, en réaction aux représailles israéliennes⁴⁷.

Israël mit donc en œuvre une politique militaire spécifique pour consolider ses frontières et empêcher le retour des réfugiés. Cette réponse militaire consistait en des tirs directs sur les infiltrés, les unités sur le terrain étant autorisées à tirer sur tout individu franchissant la frontière. Par ailleurs, l’expulsion immédiate hors du territoire israélien de ceux qui parvenaient à y entrer et à s’installer sur place ou des opérations de représailles contre les villages supposés abriter les infiltrés étaient des pratiques envisagées. S’appuyant sur le principe de punition collective, ces mesures de rétorsion ont été ensuite utilisées chaque fois qu’Israël s’est engagé dans une lutte anti-terroriste. Elles ont fait de très nombreuses victimes civiles, sans pour autant permettre de faire cesser les infiltrations. C’est en 1953 à la suite d’un raid particulièrement sanglant que, condamné par la communauté internationale, le gouvernement israélien a changé les règles d’engagement sur le terrain afin que ne soient visés par ces contre-attaques ni femmes, ni enfants mais uniquement des cibles militaires⁴⁸. En revanche, les actions menées par les Palestiniens sont devenues en réponse de plus en plus violentes, entraînant un cycle quasi-permanent d’attentats et de représailles, sans qu’aucun des deux camps n’arrive à prendre durablement le dessus, ni qu’il puisse être mis un terme à l’enchaînement de la violence. Ce processus « incursions-représailles » s’est poursuivi et a fini par dégénérer en conflit conventionnel avec la campagne de Suez en 1956. Dans l’esprit des Israéliens, les « infiltrés » sont assimilés à des terroristes et c’est durant cette période que se précise et se développe le nationalisme palestinien militant.

2.2. La guerre secrète contre le *Fatah* et Septembre Noir

La création de l’Organisation de Libération de la Palestine (OLP) en 1964, avec Yasser Arafat, constitue une étape majeure de l’institutionnalisation de la « résistance politique et armée » palestinienne. Au cours des années qui suivent, et plus particulièrement après la guerre des Six jours, on assiste à une recrudescence de l’activisme des *fedayins*. De nombreux groupes armés se développent dans les territoires occupés par Israël : la *Saika* créée en septembre 1967 ou encore le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) créé par Georges Habache en décembre 1967. Ils attaquent Israël à partir du Liban et de la Jordanie.

⁴⁶ Général John Bagot, dit Glubb Pacha, *Soldat avec les Arabes*, Paris, Plon, 1958.

⁴⁷ Yezid Sayigh, « Une escalade maîtrisée ? L’Égypte et l’Armée de libération de la Palestine (1964-1967) », *Égypte/Monde arabe*, Première série, n° 32, 1997, Mis en ligne le 08.07.2008, <http://ema.revues.org/index1664.html>, consulté le 08.02.2011.

⁴⁸ Samy Cohen, *op. cit.*, p. 64-65.

Ces mouvements visent également désormais les intérêts israéliens à l’étranger. *Septembre Noir*, mouvement issu du *Fatah*, est créé en 1971 après les attaques du roi Hussein de Jordanie contre les bases de l’OLP sur son territoire. Cette organisation lance une vague d’attentats contre des intérêts israéliens à l’étranger, et est notamment responsable de celui contre l’équipe olympique israélienne participant aux Jeux olympiques de Munich en 1972. Ce n’est plus *Tsahal* mais le *Mossad*, service de renseignement, qui est chargé de mettre en œuvre des mesures de protection hors du territoire national, autour des ambassades israéliennes et des bureaux de la compagnie aérienne israélienne El Al et qui a en charge le démantèlement des cellules terroristes palestiniennes. En collaboration avec l’armée, le *Mossad* organise également, en représailles, des opérations ciblées contre des dirigeants palestiniens à Beyrouth ainsi que des raids visant des intérêts arabes. En 1968 par exemple, suite au détournement d’un vol El Al vers l’aéroport d’Alger, *Tsahal* lance un raid de représailles contre des avions de ligne appartenant à des compagnies aériennes arabes et stationnant sur l’aéroport international de Beyrouth. Le commando, conduit par Ehoud Barak, détruit à cette occasion treize avions. D’autres opérations, moins visibles, sont menées afin de démanteler différentes cellules palestiniennes.

Yasser Arafat, chef de l’OLP, fait le choix de dissoudre l’organisation *Septembre Noir*, sans que les activités terroristes ne cessent pour autant. Le Front Populaire de Libération de la Palestine et une de ses factions poursuivent en effet leurs opérations. *Tsahal* et les services de renseignement de l’État hébreu rencontrent de nombreuses difficultés pour lutter contre ces groupes, sans doute parce qu’ils doivent leur livrer une guerre discrète, sur le territoire de pays amis en Europe essentiellement⁴⁹. Mais les Israéliens réussissent néanmoins à démanteler certaines de ces structures terroristes et à exécuter des responsables d’attentats. Des unités des forces spéciales de *Tsahal*, telles que la *Sayeret Matkal*⁵⁰, se distinguent particulièrement lors de ces opérations, qui leur permettent d’acquérir une solide expérience.

2.3. La lutte contre l’OLP et l’apparition du *Hezbollah*

Durant la même période, *Tsahal* est confrontée aux groupes palestiniens installés au Sud-Liban. Parmi eux, le *Fatah*, le FPLP, la *Saika* ainsi que l’OLP, particulièrement active dans la région depuis que son chef Yasser Arafat a installé son quartier général à Beyrouth. Dès le début des années 1970, ces mouvements attaquent les civils sur le sol israélien et le processus s’accélère avec la transformation progressive du sud du Liban en *Fathaland* échappant à l’autorité du gouvernement de Beyrouth. Les tirs d’artillerie et de roquettes qui tombent sur le nord d’Israël causent de nombreuses victimes et l’État hébreu réplique par des opérations locales de représailles qui ne permettent pas de mettre fin aux attaques palestiniennes. Elles provoquent au contraire une escalade de la violence qui conduit à deux opérations militaires de grande envergure.

⁴⁹ *Idem*, p. 79.

⁵⁰ Signifie « patrouille d’état-major » en hébreu. Mise sur pied en 1957 cette unité mythique et prestigieuse de l’armée israélienne est d’abord une unité de reconnaissance profonde. À partir de 1968 elle devient la première unité antiterroriste israélienne. Ses missions recouvrent le renseignement, les sabotages, les actions spéciales, les kidnappings, l’élimination de responsables terroristes, les actions spéciales dans la profondeur, la lutte contre l’approvisionnement d’armes au profit des Palestiniens ainsi que la libération d’otages.

L’opération *Litani*, en mars 1978, est la première tentative israélienne majeure pour neutraliser les *fedayins* palestiniens directement sur le sol libanais. Elle ne remporte pas un réel succès puisque, si les Israéliens tuent cent quarante quatre activistes palestiniens, ils perdent vingt de leurs soldats et comptent soixante-dix blessés⁵¹. Surtout, la plupart des combattants palestiniens ont réussi à fuir la progression de l’armée israélienne et à trouver refuge loin des zones de combat. Les bombardements causent pourtant de nombreux dommages : des dizaines de civils libanais trouvent la mort au cours de l’opération, des centaines de maisons sont détruites, et des dizaines de milliers de réfugiés doivent fuir vers le nord du pays⁵². Un cessez-le-feu précaire entre en vigueur le 21 mars de la même année.

Le nombre d’attaques palestiniennes contre l’État hébreu a certes diminué après cette opération, mais les attaques n’ont pas cessé. *Tsahal* réplique par des frappes aériennes brutales, sans parvenir à mettre fin à ces tirs. Les Israéliens sont alors à la recherche d’un prétexte pour intervenir une nouvelle fois au Liban, en espérant éliminer définitivement toute présence combattante palestinienne. L’occasion se présente à la suite de la tentative d’assassinat perpétrée contre l’ambassadeur israélien à Londres, Shlomo Argov.

Le 6 juin 1982, Israël lance une opération militaire planifiée de longue date, *Paix en Galilée*. Préparée notamment par Ariel Sharon, à l’époque ministre de la Défense, cette action est parfaitement mûrie, contrairement à ce qui a pu parfois être dit ou écrit lors de son déclenchement⁵³. L’objectif est clairement d’anéantir militairement l’OLP au Sud-Liban et de porter un coup fatal à son infrastructure politico-militaire. *Tsahal* atteint ses objectifs tactiques et parvient à détruire les bases de l’organisation, qui voit ses membres évacués sous la protection d’une force multinationale (Opération « Epaulard 1 »).

La société civile israélienne pourtant reste divisée par cette guerre qu’elle comprend mal et scandalisée par les massacres des camps de Sabra et Chatila. Elle souhaite d’autant plus rapidement que *Tsahal* évacue le Liban que l’OLP en a été chassée. Le gouvernement israélien est donc contraint d’ordonner le retrait de *Tsahal*, mesure largement approuvée par une majorité de la population. Le retrait s’achève en juin 1985. L’armée régulière de l’État hébreu et une petite milice chrétienne, l’Armée du Liban sud (ALS), équipée et entraînée par Israël, restent toutefois présentes dans une zone dite « de sécurité » de quelques kilomètres, afin de protéger le nord du pays des infiltrations du *Hezbollah* qui a remplacé l’OLP.

Organisation politico-militaire intégriste chiite, créée dans le grand tourbillon de la guerre civile libanaise par des gardes révolutionnaires iraniens, financée et armée par l’Iran et la Syrie, le *Hezbollah* libanais multiplie les attaques contre les intérêts américains, français et israéliens. Il orchestre de nombreux attentats-suicides ainsi que des prises d’otages, ce qui conduit au retrait de la France et des États-Unis du Liban. Il harcèle les soldats israéliens sur la frontière en organisant des coups de main, des enlèvements et des assassinats. Israël s’engage alors dans une lutte quotidienne contre la guérilla chiite, combat qui se poursuit durant les quinze années

⁵¹ Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 374.

⁵² Samy Cohen, *op. cit.*, p. 82.

⁵³ *Idem*, p. 84.

au cours desquelles *Tsahal* occupe la zone de sécurité. L’armée israélienne réplique systématiquement, parfois sans discernement, et lance de nombreux raids sur des villages du Liban supposés abriter des miliciens chiites. Mais ces actions de représailles se révèlent finalement contre-productives, puisqu’elles ne font que renforcer « à la fois l’hostilité des populations locales et la popularité de l’organisation terroriste dans l’ensemble de la région »⁵⁴. Initialement conçue comme une zone-tampon, sensée protéger le nord d’Israël des attaques et des incursions terroristes, cette zone de sécurité devient une source de préoccupation majeure pour *Tsahal* et le coût de son occupation, matériel comme en termes d’image, se révèle finalement être un handicap pour l’État hébreu. En effet, non seulement les Israéliens ne réussissent pas à faire cesser complètement les tirs de roquettes sur le nord du pays mais ils se trouvent piégés dans une véritable guerre d’usure contre le *Hezbollah*. Conformément à sa doctrine, qui fait de la dissuasion un principe fondamental, Israël riposte à chaque attaque contre ses militaires en usant de la force de manière excessive. Les opérations « *Justice rendue* » et « *Raisins de la colère* », menées par *Tsahal* en 1993 et en 1996, illustrent cette volonté de frapper fort pour tenter de mettre un terme aux attaques de l’organisation chiite et la dissuader de poursuivre ses actions.

2.4. Les *Intifadas* : une nouvelle forme de menace

Dans les territoires palestiniens, à la fin des années 1980, les Israéliens se trouvent confrontés à une nouvelle forme d’insurrection. Révolte populaire, la première *Intifada*⁵⁵ surprend le pays qui s’est attendu à ce que les troubles agitant les territoires occupés s’achèvent rapidement. Mais, contrairement à l’analyse des autorités israéliennes, le mécontentement de la population palestinienne face à la durée et aux conditions de l’occupation prend la forme d’un soulèvement massif d’une ampleur considérable. Très vite, les Israéliens sont dépassés et leur réaction « aussi bien politique que militaire fut incohérente, irrésolue, hésitante »⁵⁶. *Tsahal*, dont les soldats sont attaqués à l’improviste avec différentes sortes d’armes « de circonstance » (pierres, cocktails Molotov, armes à feu et bombes artisanales), semble déstabilisée et peine à mettre en œuvre une stratégie globale, alternant « méthodes répressives et procédés moins brutaux ». Si, dans certains cas, les Israéliens répriment violemment les émeutes et les manifestations palestiniennes, en d’autres circonstances ils se contentent de les encadrer. *Tsahal* agit de la même manière lorsque les Palestiniens décrètent des grèves générales : certaines sont tolérées alors que d’autres sont durement brisées. Le gouvernement israélien de l’époque utilise également des unités différentes, constituées de personnels n’ayant ni les mêmes expériences ni la même formation : « Selon les périodes, il déploie en première ligne de jeunes conscrits inexpérimentés et plein d’illusions, ou bien des réservistes plus âgés, espérant que ceux-ci seront moins sensibles aux provocations »⁵⁷. Dans l’ensemble, les réponses de l’armée israélienne à cette insurrection ressemblent, en mode dégradé, à celles employées face à une menace de type conventionnel.

⁵⁴ Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 426-427.

⁵⁵ Signifie « soulèvement » en arabe.

⁵⁶ Samy Cohen, *op. cit.*, p. 111.

⁵⁷ Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 450.

En effet, si *Tsahal* a rapidement compris « l’inutilité de la force de feu dans ce genre d’affrontement, [elle] reste [tentée] de l’utiliser »⁵⁸. Comme ils l’ont fait dans le passé contre les armées des pays arabes, les Israéliens frappent fort et montrent leur puissance. Les gardes-frontières, reconnus pour leur professionnalisme et leur aptitude à maîtriser les foules, sont engagés sur le terrain pour gérer l’insurrection palestinienne⁵⁹, mais ils semblent parfois dépassés, commettent de nombreuses erreurs, et tirent sur la foule à balles réelles, causant de nombreux morts et blessés. Les représailles les plus brutales n’apportent aucune amélioration significative. L’action militaire semble inefficace face à ces mouvements populaires organisés et les attentats suicides reprennent.

La période qui couvre les années 1990 est marquée par de violents affrontements entre *Tsahal* et les activistes du *Hamas*. À nouveau, les attentats et les représailles s’enchaînent sans mener à un résultat significatif.

Parallèlement, grâce à une importante assistance matérielle américaine, l’armée israélienne connaît une double évolution : elle s’est développée en termes d’effectif et fortement modernisée au plan des matériels. Au début des années 1990 elle comptait « 615 000 hommes et femmes (après mobilisation), 3 corps d’armée, 16 divisions et 62 brigades de combat, soit un volume de forces trois fois plus important que pendant la guerre des Six-Jours et deux fois plus important que pendant la guerre du Kippour ! »⁶⁰. Malgré cela, le « géant » israélien se révèle incapable de mettre un terme à la vague d’attentats-suicides qui frappe le pays alors que la première *Intifada* avait officiellement pris fin. Ces attentats, qui se poursuivent jusqu’en 2000, entraînent une dégradation des relations politiques israélo-palestiniennes et un nouveau soulèvement débute dans les territoires occupés, soulèvement qui, contrairement à la première *Intifada*, prend la forme d’une véritable lutte armée entre militants palestiniens d’un côté et forces armées israéliennes de l’autre. Des grèves, des émeutes et des manifestations violentes se propagent rapidement, suivies par de nouvelles vagues d’attentats-suicides contre des cibles civiles. *Tsahal* cherche à écraser cette insurrection et répond de manière très dure dès le début du soulèvement. Comme lors de la première *Intifada* pourtant, l’armée israélienne semble ne pas pouvoir développer une stratégie globale dans la durée et être privée de l’initiative : elle a réagi « au coup par coup ». Une victoire militaire décisive au terme d’une courte confrontation, au sens classique du terme, semble impossible : les tirs de mortiers et de roquettes contre le territoire israélien ne cessent pas. *Tsahal* découvre ainsi « le peu d’efficacité de son imposant appareil de guerre face à une guerre asymétrique. Le déploiement de chars, d’avions F15 et d’hélicoptères d’attaque n’impressionne aucunement les groupes armés »⁶¹.

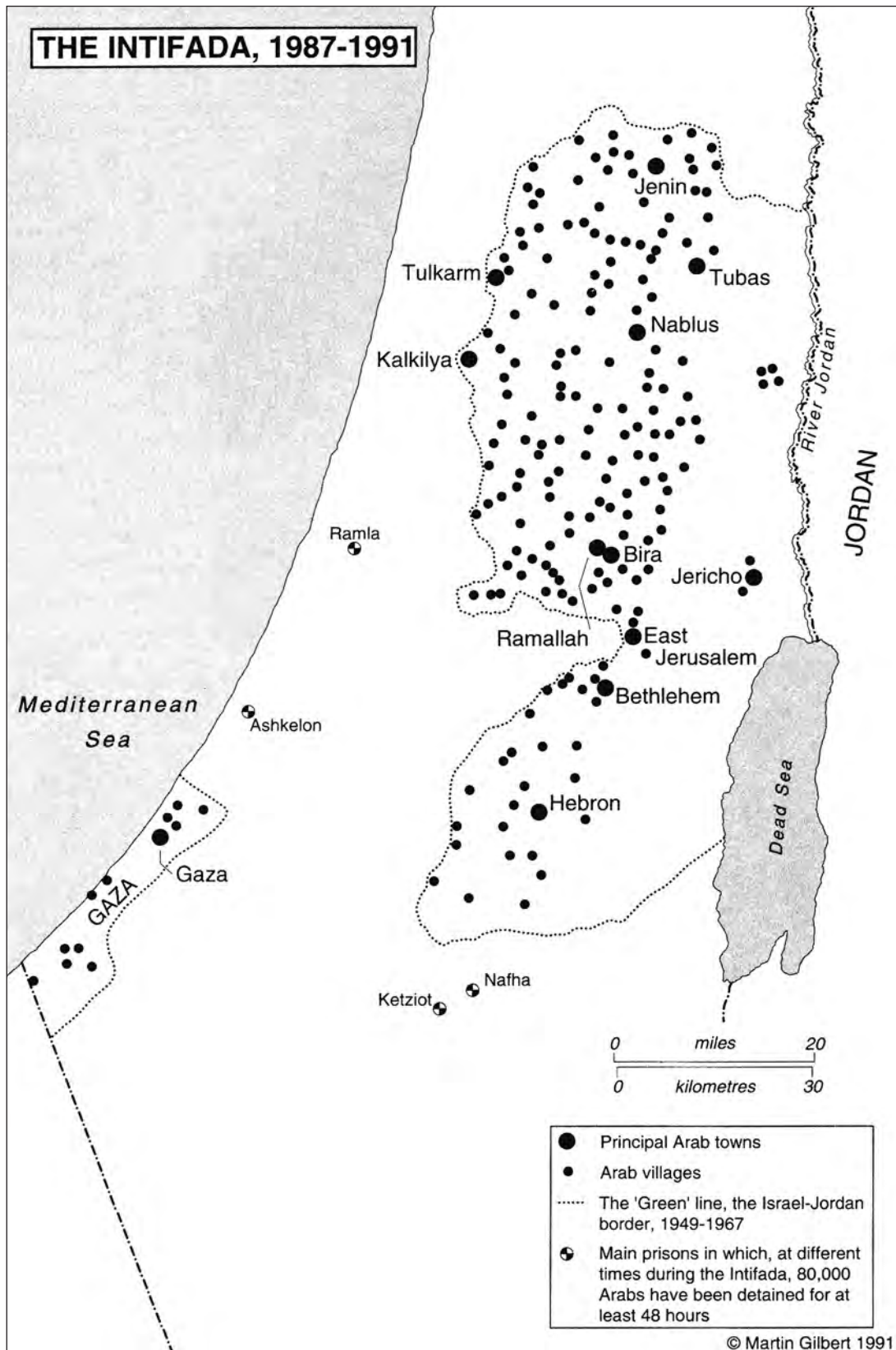
La mort de Yasser Arafat, à la fin de l’année 2004, marque un tournant qui bouleverse, au sein de l’entité palestinienne, les rapports de force entre le Fatah et le *Hamas*. Israël, par ailleurs soumis à une forte pression internationale, tente d’en profiter et annonce une trêve unilatérale, acceptée par le *Hamas*. Quelques mois plus tard, en février 2005, un accord de cessez-le-feu est signé avec le président de l’Autorité Palestinienne, mettant fin à l’*Intifada Al-Aqsa*.

⁵⁸ *Ibidem*.

⁵⁹ *Idem*, p. 446.

⁶⁰ *Idem*, p. 464-465.

⁶¹ Samy Cohen, *op. cit.*, p. 164-165.



⁶² D'après Martin Gilbert, *The Routledge Atlas of the Arab-Israeli Conflict – 8th Edition*, Londres et New York, Routledge, 2005, p. 68.

2.5. Deux questions tactiques et stratégiques différentes : le *Hamas* et le *Hezbollah*

Pour la population israélienne, la situation ne paraît pas s’être améliorée : les tirs de mortiers et de roquettes se poursuivent sur les villes voisines de la frontière nord ou de la bande de Gaza, où le *Hamas* s’est renforcé au point de devenir une véritable entité semi-étatique et représente une menace de plus en plus sérieuse. Les services de renseignements militaires israéliens estiment désormais que ces activistes palestiniens « sont parvenus à introduire sur place des armes lourdes et des missiles sol-air portables susceptibles d’être transférés à des organisations terroristes »⁶³. La multiplication des accrochages dans la bande de Gaza conduit Israël à lancer une offensive majeure (opération « *Plomb durci* » décembre 2008-janvier 2009), afin de tenter de détruire le potentiel militaire et les bases de cette organisation.

Du côté de la frontière nord d’Israël, le *Hezbollah* s’est également transformé en entité semi-étatique. Il a renforcé ses effectifs, qui comptaient environ en 2006, 2 000 combattants permanents et 2 000 « réservistes », tous entraînés, motivés équipés d’un armement léger, de mitrailleuses lourdes ainsi que de « mortiers, quelques missiles antiaériens et antinavires, de drones et plusieurs centaines de missiles antichar sophistiqués d’origine russe (Spigot, Sprandel, Kornet, Metis-M, RPG-29). Ils possèdent même des missiles TOW II donnés par l’Iran »⁶⁴. Les miliciens chiites disposent également de dizaines de milliers de roquettes. La montée des tensions avec le *Hezbollah* amène Israël à intervenir en lançant des opérations que la communauté internationale juge démesurées et qui suscitent un large désaveu. L’aviation israélienne frappe fort, larguant jusqu’à 23 tonnes de bombes sur les quartiers sud de Beyrouth, endroit supposé abriter le cheikh Nasrallah. Les bombardements visent également les principaux axes de communication et entraînent l’exode de centaines de milliers de Libanais. Le nombre de victimes civiles devient rapidement très lourd et la communauté internationale accuse Israël de ripostes totalement disproportionnées.

Face à ces deux groupes armés (*Hamas* et *Hezbollah*), *Tsahal* cherche à la fois à obtenir un résultat tactique immédiat et à impressionner en faisant la démonstration de sa puissance. Mais ces opérations sont des échecs. Elles ne mettent pas mis fin aux tirs de roquettes en provenance du Sud-Liban et de la bande de Gaza et Israël craint de se trouver désormais face à des ennemis disposant de capacités de nuisance balistique.

Le *Hezbollah* dispose en effet d’un important arsenal militaire et constitue, à l’échelle de la région, une force crédible, d’autant plus inquiétante pour l’État hébreu qu’il n’a pas été désarmé à la suite de la guerre de 2006 et qu’il a continué à recevoir de l’armement, *via* la Turquie notamment⁶⁵.

Le *Hamas* dispose d’un arsenal moins important et moins sophistiqué que l’organisation libanaise, mais il pose néanmoins un problème de sécurité spécifique puisqu’il n’a pas cessé de tirer des roquettes *Qassam* sur les villes proches de la bande de Gaza. Les attaques de ces groupes armés n’ayant pas pu être stoppées, les autorités israéliennes mettent en place des réseaux de « défense

⁶³ Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 519-520.

⁶⁴ *Idem*, p. 526.

⁶⁵ Philippe Langlois, *art. cit.*, p. 23.

anti-missile », afin de protéger la population civile. Particulièrement sophistiqués et perfectionnés, les systèmes *Arrow*, *Dôme d'acier* et *Baguette magique* ne permettent cependant pas de mettre un terme aux tirs de roquettes, lancées sur les villes du nord et du sud du pays.

Tsahal engage donc de nouvelles opérations aériennes et terrestres visant à détruire l'infrastructure militaire de l'organisation islamiste et du *Hezbollah*, afin de dissuader ces groupes armés de poursuivre leurs attaques. Toutefois, si ce genre de stratégie peut fonctionner lorsque l'adversaire est un État possédant une armée conventionnelle, les résultats sont peu probants face à des entités comme le *Hamas* ou le *Hezbollah*. Leurs combattants ne semblent nullement impressionnés par la machine de guerre israélienne et l'utilisation disproportionnée de la force se révèle contre-productive. Le constat doit être fait de la non adaptation à cette forme de guerre asymétrique, à la guerre au sein des populations, et plus généralement une réforme de la doctrine militaire du pays paraît nécessaire.

Un comité, mis en place par Ariel Sharon au milieu des années 2000 et présidé par Dan Meridor⁶⁶, a été chargé de conduire la réflexion sur une réforme de la doctrine de défense d'Israël. Le fruit de ce travail a été présenté au début de l'année 2006 à plusieurs anciens Premiers ministres, ministres de la Défense – dont Shaul Mofaz – et chefs d'état-major, mais ce rapport de 250 pages reste aujourd'hui classifié. Seules les hautes autorités israéliennes ont eu accès à l'intégralité du texte et il n'a pas fait l'objet d'un débat politique ou parlementaire. Cette tentative de réforme de la doctrine militaire israélienne paraît donc constituer un échec



sur le court terme et n'être tout au plus qu'une étape dans un processus plus long. Il semble que les responsables israéliens, politiques et militaires, se refusent à être « corsetés » par un document écrit adopté par le cabinet. L'État hébreu doit donc toujours, avec des outils doctrinaux inadaptés (ou discutés), faire face à des menaces qui ne cessent d'évoluer. Techniquement, *Tsahal* a progressé sur le plan tactique, mais ses armes modernes et sa puissance de feu ne suffisent pas pour venir à bout d'un adversaire devenu imprévisible et insaisissable.

Adaptation technique à la menace : le système Stalker II conçu pour s'intégrer aux opérations réseau-centrées.

Crédits : Rafael dans *Défense & Sécurité Internationale* (DSI),

« *Tsahal* - L'armée israélienne aujourd'hui »,

Hors-série numéro 9, décembre 2009-janvier 2010, p. 25.

⁶⁶ Avocat de formation, il a été secrétaire de cabinet sous les premiers Ministres Menahem Begin et Yitzhak Shamir. Elu à la Knesset en 1984, il devient alors membre du comité parlementaire sur les questions de politique étrangère et de défense et devient aussi ministre de la Justice jusqu'en 1992. Il est ensuite nommé ministre des Finances jusqu'à sa démission en 1997. Il sert aussi comme ministre sans portefeuille en charge de la défense nationale et de la stratégie diplomatique de 2001 à 2003. En 2009, après six ans d'absence de la vie politique israélienne, il est élu à la 18^e Knesset sur la liste du parti « Likoud ». La même année il est nommé vice Premier ministre et ministre du Renseignement et de l'Énergie Atomique.

CHAPITRE 3

VERS UNE ADAPTATION DE LA DOCTRINE À L'ÂGE DE L'INFORMATION ?

1. *Tsahal* et l'importance croissante de la communication

Pour faire face aux menaces auxquelles il est confronté, l'État hébreu s'est attaché à intégrer de nouveaux facteurs dans sa réflexion doctrinale, stratégique et opérationnelle. Dans un monde désormais surmédiatisé, il semble qu'aucun État, aucune armée, ne puisse faire l'économie d'une réflexion sur l'information et la communication. Ce constat paraît d'autant plus pertinent que le conflit israélo-arabe est dans son ensemble « hyper » ou « sur » médiatisé et que les actions de *Tsahal* ont immédiatement un écho considérable. L'exposition aux opinions publiques, nationale et internationale, rend indispensable la prise en compte des médias et la mise au point d'une stratégie de communication conséquente. Mais cette prise de conscience ne s'est produite que récemment, à partir de la fin des années 80, après le début de la première *Intifada*. L'inadaptation de la réponse israélienne à ce soulèvement de la population civile palestinienne a fortement contribué à la réflexion de *Tsahal* sur son image, dans le pays comme à l'étranger.

1.1. La primauté de l'action sur la parole

Pendant longtemps, la communication a été reléguée au second plan par l'État hébreu. Pour beaucoup de militaires et d'experts israéliens en effet, seule l'action de force était jugée efficace et le plus sûr moyen de « faire passer un message » restait la force de frappe aérienne et non *Dover Tsahal*, le service de communication de l'armée⁶⁷.

Ce point de vue et cette pratique ont été indifféremment mis en œuvre pour tous les destinataires de la communication institutionnelle, qu'ils soient citoyens, ennemis ou de la communauté internationale, avec des discours adaptés à chacun.

Les citoyens israéliens, tout d'abord. Ils sont astreints à l'un des services militaires les plus longs du monde et à des périodes de réserve qui permettent de nouer une relation très étroite entre chacun d'eux et les forces de défense. *Tsahal* a longtemps joué un rôle intégrateur dans la société et reste aujourd'hui une institution clé, « seul véritable ferment d'unité dans un pays morcelé, tiraillé par des forces antagonistes de plus en plus puissantes »⁶⁸. La guerre et les questions de

⁶⁷ Marc Hecker et Thomas Rid, « Grande muette ou grande bavarde ? La communication de *Tsahal* entre hésitations et innovations », *Défense & Sécurité Internationale* - Hors-série numéro 9, décembre 2009-janvier 2010, p. 83.

⁶⁸ Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 8.

sécurité sont des préoccupations centrales pour les Israéliens, qui connaissent généralement bien les questions militaires et prêtent une attention toute particulière à ce qui se rapporte de près ou de loin à la défense de leur pays. Le sentiment d'insécurité et d'inquiétude, entretenu par un environnement stratégique d'une grande instabilité, reste toujours très vif et, de ce fait, l'armée ne ressent pas vraiment le besoin d'expliquer ses opérations et de justifier ses actions auprès d'une population particulièrement informée et concernée. À la différence d'autres pays, au sein desquels l'armée ne tient pas une place aussi importante et où le sentiment d'une menace vitale immédiate n'est pas ou peu présent, *Tsahal* ne considère donc pas qu'il lui soit nécessaire de communiquer à destination du grand public.

Chaque intervention majeure de l'armée reste d'ailleurs soutenue par la majorité des citoyens israéliens qui lui accordent « plutôt confiance », malgré les différentes critiques et polémiques qui ont terni récemment son image et diminué son prestige. Mais Israël est aussi un pays démocratique et le principe du contrôle de l'autorité civile sur les armées s'applique au sein de l'État. Dans un contexte politique et diplomatique tendu, les militaires sont donc contraints de communiquer⁶⁹.

Vis-à-vis de la population adverse, l'approche est différente et fait partie du champ plus large de la guerre asymétrique dans toute sa complexité. L'armée israélienne, à l'inverse des États-Unis, de la France ou de la Grande-Bretagne, ne s'est que difficilement adaptée aux contraintes propres à cette forme de guerre, bien différente des conflits classiques qui voient deux armées se faire face sur le champ de bataille à l'écart des populations et voit au contraire s'opposer un État à des acteurs non étatiques. Si l'État détient assez naturellement la supériorité militaire en termes qualitatifs et quantitatifs, les acteurs non étatiques utilisent des méthodes qui leur permettent de harceler l'adversaire en dépit de leur infériorité numérique et matérielle. Ils « surgissent par petits groupes lors d'attaques ponctuelles dans le but de déstabiliser le fort, de rendre sa mission coûteuse en vies humaines mais aussi économiquement, de susciter une érosion du soutien de son opinion publique, de lui faire payer un prix déraisonnable au regard des enjeux pour lesquels il se bat »⁷⁰. La guerre se joue donc désormais autant, et peut-être plus, dans les médias que sur le champ de bataille, dans l'image répercutée à travers les télévisions et internet, puisque les stratégies asymétriques « visent davantage à influencer et à infléchir qu'à conquérir »⁷¹. La « bataille », plus ou moins violente mais toujours instrumentalisée, a lieu au sein des populations, que les insurgés n'hésitent pas à utiliser, éventuellement comme boucliers humains ; les groupes armés font évoluer la guerre au sein de villes et de villages, opèrent depuis des habitations. Les femmes, les adolescents et même les enfants peuvent être utilisés, rendant ainsi toute la population suspecte⁷². En agissant ainsi, les groupes les plus radicaux espèrent « provoquer des réactions disproportionnées à leurs attaques, des massacres, des atrocités »⁷³, estimant qu'ils auront « gagné la partie en démontrant l'inhumanité de l'État qu'ils combattent et qui justifie les attaques armées menées contre sa population »⁷⁴.

⁶⁹ Marc Hecker et Thomas Rid, *art. cit.*, p. 83.

⁷⁰ Samy Cohen, *op. cit.*, p. 26.

⁷¹ Jacques Baud, *La Guerre asymétrique ou la Défaite du vainqueur*, Paris, Éditions du Rocher, 2003, p. 107.

⁷² Samy Cohen, *op. cit.*, p. 27.

⁷³ *Ibidem*.

⁷⁴ *Ibidem*.

Les Israéliens n'ont donc aucune illusion sur leur capacité à susciter un sentiment de compassion chez les Palestiniens ou les partisans du *Hezbollah*. Après tant d'années de guerre, il ne fait pour eux aucun doute que toute tentative de « gagner les cœurs et les esprits » serait vaine. Perçue avant tout comme une armée d'occupation, *Tsahal* ne peut qu'échouer à gagner la confiance des populations civiles palestiniennes et à les convaincre qu'en s'attaquant à de tels groupes armés, ses soldats agissent au bénéfice commun des deux peuples. Toutefois, de nombreux Palestiniens ont depuis de longues années collaboré avec l'État hébreu et continuent à le faire à des fins de sécurité. Ils ont généralement droit à une aide financière, à un logement, à un emploi et au paiement des frais de scolarité de leurs enfants. Dans certaines circonstances, ces personnes peuvent aussi obtenir la citoyenneté israélienne, si elles ne la possèdent pas déjà. Ces dispositions ne concernent cependant qu'une infime partie de la population palestinienne, qui est considérée par son propre camp comme coupable de trahison et se trouve exposée à d'éventuelles représailles.

Concernant les réactions de la communauté internationale, Israël a souvent eu tendance à considérer que ses efforts en matière de communication seraient inutiles puisque son image est déjà largement négative, chaque événement du conflit israélo-arabe, chaque intervention de *Tsahal* faisant l'objet de nombreux reportages, débats, critiques et polémiques. Récemment, les nombreuses réactions suscitées dans les médias, internet notamment, à l'annonce de l'assaut donné par l'armée israélienne à l'un des navires de la « Flottille pour Gaza », le 31 mai 2010, en attestent. Cette opération a fait l'objet de deux récits. Celui des Israéliens, qui disposent au début de la maîtrise totale des informations, permettant à *Tsahal* de développer sa thèse d'une embuscade tendue par les passagers aux commandos de marine israéliens. Puis, les bateaux ayant été déroutés vers le port d'Ashdod et les passagers expulsés d'Israël, la version de ces derniers et des organisations pro-palestiniennes s'est développée à son tour à travers les différents réseaux en ligne, reprise par les grandes chaînes d'information. La critique a été violente. Placées face à un défi médiatique à forte charge émotionnelle, les autorités israéliennes, par la vigueur de leurs réactions, ont endossé le rôle que les initiateurs de la flottille souhaitaient probablement leur voir tenir : celui de l'usage de la force militaire pour bloquer un convoi humanitaire. Le coût pour Israël en termes d'image a donc été élevé et a renforcé le sentiment pour l'État hébreu que, quelles que soient ses actions, il est par avance critiqué, accusé et condamné. Il serait donc inutile d'investir dans de coûteuses campagnes de relations publiques.

Shimon Peres, ancien Premier ministre devenu Président de l'État d'Israël, a exprimé en une formule une sorte d'adage qui illustre l'état d'esprit général : « *Good policies are good public relations ; they speak for themselves* »⁷⁵. La communication, longtemps considérée comme peu importante, est ainsi restée une activité de second plan pour les autorités militaires israéliennes. Depuis la fin des années 1980, devant le développement des opérations « asymétriques » et la détérioration de l'image du pays et de son armée, une évolution a été amorcée. Lorsqu'éclate la première *Intifada* en décembre 1987, les conflits de basse intensité semblent devenir prioritaires pour la sécurité israélienne, mais ce type de guerre « au sein des populations » présente des enjeux spécifiques qu'Israël et son armée n'ont pas correctement évalués.

⁷⁵ « Les bonnes politiques font de bonnes relations publiques, elles parlent d'elles-mêmes » Thomas Rid et Marc Hecker, *War 2.0: Irregular Warfare in the Information Age*, Westport, Connecticut - Londres, Praeger Security International, 2009, p. 104.

1.2. Les *Intifadas* et l'impact des images

La première *Intifada* a débuté en décembre 1987 et a surpris les Israéliens. À cette date, aucun incident majeur n'était survenu entre *Tsahal* et la population palestinienne depuis vingt ans que durait l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Le boom économique qui avait fait suite à la guerre des Six Jours avait en partie également profité à cette population et avait permis aux deux parties d'entretenir des relations en apparence stables, sinon pacifiées. Quelques militants nationalistes avaient tenté d'organiser des attentats mais, dans l'ensemble, un faible effectif militaire suffisait à assurer la sécurité et le maintien de l'ordre intérieur. C'est à l'occasion d'un événement accidentel, apparemment banal, survenu le 9 décembre 1987⁷⁶ que ce calme relatif a été bouleversé, laissant éclater au grand jour l'hostilité croissante de la population palestinienne à l'égard de l'occupation israélienne. Les militaires israéliens, chargés depuis juin 1967 de protéger des colons de plus en plus nombreux installés sur ce territoire et en Cisjordanie, s'immisciaient dans la vie socio-économique des Palestiniens, sans investir dans l'amélioration des infrastructures, aggravant la pauvreté de la population. La réaction locale, immédiate, à cet accident constitue l'amorce d'une révolte, l'*Intifada*, qui s'étend rapidement à l'ensemble des territoires occupés. Au début de ce soulèvement, aucune arme à feu n'est utilisée par les Palestiniens, et les Israéliens commencent à réprimer la révolte en ayant le sentiment de maîtriser la situation, persuadés de pouvoir rétablir rapidement le calme. Mais les dirigeants israéliens – politiques et militaires – n'ont pas mesuré l'importance et l'ampleur de ce mouvement, ils n'ont pas pris en compte la frustration et le désespoir accumulés par les Palestiniens au long des vingt dernières années. L'utilisation progressive de grenades, de bombes artisanales et d'armes à feu d'une part et l'intensification de la riposte israélienne d'autre part conduisent à l'enracinement de la révolte et à l'accroissement du nombre de morts dans les deux camps.

Les autorités politiques et militaires israéliennes sont alors confrontées à un double problème : d'une part l'impréparation et l'inadéquation de leurs forces face à une situation insurrectionnelle, d'autre le défaut de stratégie dans le domaine de la communication de crise en réponse à l'exposition médiatique internationale. Souvent débordés, les soldats sont forcés de jouer un rôle pour lequel ils n'ont pas été formés et sont amenés à faire usage de leurs armes pour réprimer une révolte qui était d'abord un soulèvement populaire spontané, mené pour l'essentiel dans sa première phase par des civils.

Des images très dures sont alors diffusées. Elles montrent les soldats de *Tsahal* brutalisant des Palestiniens, hommes et femmes, jeunes et vieux, et les responsables israéliens comprennent « qu'à l'instar de la guerre du Liban, ils vont devoir affronter deux adversaires : les Palestiniens, mais aussi les médias »⁷⁷. Les images de violence reprises par les chaînes de télévision étrangères émeuvent l'opinion publique internationale. L'*Intifada* s'installe dans la durée et la notoriété de *Tsahal* s'en trouve une fois de plus dégradée. Au fur et à mesure, de nombreux scandales éclatent au grand jour, certains soldats ayant eu un comportement non conforme aux normes généralement admises du droit de la guerre et du droit des gens. Les conséquences sont

⁷⁶ Ce jour-là, un grave accident de la circulation se produit dans la bande de Gaza entre un camion militaire israélien et un taxi collectif palestinien, faisant quatre morts et plusieurs blessés graves côté palestinien. Aussitôt, des soldats israéliens sont poignardés, attaqués à coups de barre de fer, de jets de pierre et de cocktails Molotov.

⁷⁷ Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 444.

terribles d'un point de vue médiatique : Israël luttant pour sa survie face au terrorisme peut bénéficier d'un *a priori* positif, mais le pays passe alors, aux yeux de l'opinion publique internationale, du statut de victime à celui d'opresseur : « L'inversion des symboles joua de manière spectaculaire. Les Israéliens firent beaucoup plus pour faire connaître la cause palestinienne et la rendre populaire que les Palestiniens eux-mêmes. Ils réussirent beaucoup mieux que leurs adversaires à se discréditer sur la scène internationale et à ébranler la confiance de leurs meilleurs supporters en Europe et aux États-Unis »⁷⁸.

Cette « guerre des pierres », qui dégrade très sévèrement l'image d'Israël, est d'autant plus douloureuse et mal vécue par la population de l'État hébreu qu'une grande partie de celle-ci ne comprend pas l'importance donnée au strict contrôle des Territoires, politique qui coûte très cher au pays en vies humaines (palestiniennes mais aussi israéliennes) tout en ayant d'importantes répercussions socio-économiques et psychologiques⁷⁹. Depuis, cette tendance s'est intensifiée. L'impact des images et l'importance de la communication tiennent une place essentielle au cours de la seconde *Intifada*.

Celle-ci débute en septembre 2000, suite à la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade du Temple à Jérusalem. S'il s'abstient de visiter la mosquée *Al-Aqsa* – ce qui aurait été interprété comme une véritable provocation par les Palestiniens – il parcourt l'esplanade pendant un long moment, sans qu'aucun incident majeur ne se produise. Mais la situation se détériore rapidement lorsqu'il quitte les lieux et *Tsahal* réplique aux pierres, aux cocktails Molotov et aux barres de fer par des tirs qui atteignent des dizaines de manifestants Palestiniens. Quelques jours plus tard, un extrait d'un reportage réalisé par le caméraman palestinien d'une chaîne publique de la télévision française est diffusé dans le monde entier. On y voit un enfant atteint par des balles alors qu'il se blottit dans les bras de son père. Or l'armée israélienne commence par admettre, dans un premier temps, sa possible implication dans la mort de l'enfant, avant de soutenir qu'il avait tout aussi bien pu être tué par des tirs palestiniens. Mais le mal est fait : les images, reprises en boucle, suscitent une émotion considérable, contribuant à stigmatiser l'armée israélienne.

La deuxième *Intifada* marque par ailleurs l'engagement d'une véritable guerre entre les forces armées israéliennes et les militants palestiniens. À l'inverse de ce qui s'était passé lors de la première révolte, ce nouveau soulèvement n'a pas été mené par des civils désarmés.

Ce sont les groupes armés du *Hamas* et du *Fatah* qui multiplient très tôt les attaques contre *Tsahal* et contre les civils israéliens, au moyen d'une campagne d'attentats-suicides. Israël s'engage à nouveau dans des opérations de grande envergure contre les groupes armés, mais ces vives répliques n'effrayent pas les Palestiniens, instruits par l'expérience, et les deux camps sont pris dans une spirale de violence qui a vu les attentats et les assassinats ciblés s'enchaîner et se répéter.

L'escalade de la violence a plutôt renforcé la société israélienne dans son « attitude sécuritaire »⁸⁰ face à l'*Intifada Al-Aqsa*. Les responsables politiques et militaires de l'État hébreu répondent avec d'autant plus de force que leur opinion publique, secouée et ébranlée par une vague d'actes

⁷⁸ Samy Cohen, *op. cit.*, p. 125.

⁷⁹ Frédéric Encel, *op. cit.*, p. 187-188.

⁸⁰ Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 489-490.

terroristes sans précédent, n'aurait pas compris et n'aurait pas accepté qu'ils ne réagissent pas fermement. Un article, paru dans le quotidien israélien *Yediot Aharonot*, illustre cet état d'esprit. Le 21 novembre 2003, le journal titre : « 61 % des Israéliens veulent poursuivre ou accentuer la répression »⁸¹.

Si les Israéliens entretiennent une relation inquiète à leur environnement et sont majoritairement favorables à la stratégie sécuritaire de leurs dirigeants, la communauté internationale se montre beaucoup moins compréhensive. Partout dans le monde sont diffusées des images d'une extrême violence qui alimentent un discours très critique à l'égard d'Israël et à partir desquelles se développent les nombreux commentaires hostiles à la politique israélienne. On observe nettement ce phénomène pendant la période de la seconde *Intifada*.

En France par exemple, entre 1995 et 2002 la médiatisation du conflit occupe 3,3 % de l'ensemble de l'information diffusée dans les journaux télévisés de 20 heures sur la chaîne privée TF1 et la chaîne publique France 2, total extrêmement significatif sur une aussi longue période. D'autres chiffres sont également révélateurs, notamment celui du nombre de journalistes étrangers en poste à Jérusalem. À l'occasion de l'opération *Rempart*⁸², déclenchée en mars 2002, ce chiffre est passé de 300 à 900 journalistes, soit plus que sur l'ensemble du continent africain⁸³.

Ces chiffres remarquables posent les questions de l'influence de l'information et de la communication sur l'action de *Tsahal*, du maniement des images du conflit et de la gestion de sa propre image dans les médias. C'est une question d'autant plus importante que l'on peut considérer qu'elle a clairement influencé les modes d'actions des forces armées israéliennes. Le terrorisme, menace asymétrique, n'a jamais été considéré par Israël, à l'inverse de la guerre conventionnelle, comme une menace pour son existence même, susceptible de remettre en cause la survie du pays. Toutefois, son impact psychologique sur la société israélienne en a fait un enjeu tactique non négligeable pour les autorités gouvernementales. Pour autant, cette menace n'a pas fait l'objet d'un traitement spécifique, puisque, comme nous l'évoquions précédemment, *Tsahal* a apporté à la guerre asymétrique des réponses de même nature (dite de « démesure calculée »⁸⁴) que celles utilisées dans un conflit classique. Il convient cependant de nuancer cette vision négative de la stratégie israélienne, car ni le pays ni son armée ne se sont montrés totalement insensibles à la pression de la communauté internationale et à ses critiques.

Les dirigeants militaires du pays ont la hantise d'être accusés de massacre, comme ce fut le cas à Jénine en 2002 lors de l'opération *Rempart*. Les généraux israéliens savent que la presse internationale a les yeux fixés sur les territoires occupés et que la lutte armée dans ces zones a lieu « sous le regard des caméras »⁸⁵. Ils savent aussi que les organisations non gouvernementales qui militent sur place pour le respect des droits de l'homme observent les activités de *Tsahal* et alertent les

⁸¹ Sylvain Cypel, *Les Emmurés. La société israélienne dans l'impasse*, Paris, La Découverte, Édition revue et augmentée, 2005, p. 85-86.

⁸² L'opération *Rempart* est un épisode de la seconde *Intifada* au cours duquel l'armée israélienne s'est redéployée dans les territoires palestiniens autonomes de Cisjordanie. L'opération a débuté fin mars 2002, deux jours après un attentat-suicide commis dans la ville côtière de Netanya qui avait fait quinze morts et une centaine de blessés civils.

⁸³ Philippe Blanchard, « Les grands médias français face au conflit israélo-palestinien depuis la seconde *Intifada* - Difficile neutralité », *Annuaire Français des Relations Internationales* (AFRI), vol. IV, 2003, p. 868.

⁸⁴ Samy Cohen, *op. cit.*, p. 257.

⁸⁵ *Idem*, p. 231-232.

opinions publiques – israélienne et internationale – quand elles le jugent nécessaire. Aussi, l'armée a-t-elle développé un certain nombre d'outils juridiques, communicationnels et stratégiques afin, au moins, de préserver son image. Elle a progressivement évolué dans sa relation aux médias, en prenant en compte leur pouvoir d'influence et la nécessité de les traiter avec précaution.

Bien avant la création de l'État hébreu en 1948, un système judiciaire militaire avait été mis en place par les dirigeants du *Yishouv*. Puis, en 1956, lors de la promulgation de la loi sur la justice militaire, une unité spéciale est créée au sein de *Tsahal*. Dirigée par le procureur général de l'armée, elle a pour principale mission de veiller au respect et à la bonne application des règles de droit au sein de l'institution militaire. Elle peut apporter son expertise dans les domaines militaire ou civil, interne ou international. Elle attache une attention toute particulière à la préparation et l'application de la législation sur le droit international dans les opérations de contre-terrorisme. Cette formation de *Tsahal* conseille également le commandement en matière de droit des conflits armés et détache dans ce but des conseillers juridiques auprès des commandements opérationnels nord et sud du pays, afin de contribuer par son expertise à la planification et à la conduite des opérations dans ces zones.

Sur le plan de ses relations avec la presse israélienne, *Tsahal* a beaucoup évolué. Pendant longtemps en effet, l'armée a gardé de prudentes distances avec les médias nationaux. Les soldats ont toujours été suspicieux à l'égard des journalistes et la censure militaire était très stricte. Toute publication traitant des questions de défense et de sécurité est passée au crible afin que les adversaires d'Israël ne puissent y trouver aucun renseignement susceptible d'être utilisé contre l'État hébreu. La situation commence à changer à partir de la guerre de Kippour et de la publication du rapport *Agranat*⁸⁶. Ce rapport a pour objectif d'identifier les responsables de l'échec militaire du pays pendant les premiers jours de la guerre. Les journalistes ont pu alors disposer d'éléments qui leur ont permis d'exprimer leurs critiques à l'égard de l'armée et de ses dirigeants. En retour, l'armée a été contrainte de s'ouvrir et de se montrer plus « coopérative » avec la presse.

Une autre étape a ensuite été franchie dans les années 1980, entre la première guerre du Liban en 1982-1985 et le début de la première *Intifada* en décembre 1987. Les responsables militaires israéliens ont compris qu'ils ne pouvaient bloquer complètement le flot d'informations et d'images en provenance de Gaza et de Cisjordanie. *Tsahal* s'est efforcé de soigner ses relations avec les médias et les agences de presse.

⁸⁶ La commission « Agranat » est établie en novembre 1973 par le gouvernement israélien afin d'enquêter sur les raisons de la débâcle de la guerre de Kippour ainsi que sur le rôle de *Tsahal* pendant la guerre. Présidée par le Dr. Shimon Agranat elle est composée de Moshé Landoy, Yitzhak Neventzal, Yigal Yadin et Haïm Laskov. Le mandat de la commission était d'examiner le renseignement disponible avant la guerre sur les intentions de l'Égypte et de la Syrie, l'analyse de ce renseignement par les unités militaires et civiles y ayant eu accès ainsi que l'état de préparation de *Tsahal* juste avant le déclenchement des hostilités. Quatre-vingt-dix auditions furent conduites par la commission qui a également reçu cent-quatre-vingt-huit témoignages écrits. Un rapport intermédiaire est publié le 1^{er} avril 1974. Il analyse en profondeur les raisons de l'impréparation de *Tsahal* avant la guerre. La commission recommande notamment que soit instituée une claire division des tâches, de l'autorité et des responsabilités entre le Premier ministre, le ministre de la Défense, et le chef d'état-major de *Tsahal*. S'il ne recommande pas la démission de Golda Meir et de Moshé Dayan (respectivement Premier ministre et ministre de la Défense), la publication du rapport provoque le désaveu populaire de ces deux dirigeants qui se voient donc contraints de s'effacer. Un deuxième rapport intérimaire, long de 400 pages, est publié le 10 juillet 1974. Seule son introduction a été rendue publique. Le rapport final de la commission est présenté le 30 janvier 1975. Il critique très sévèrement l'impréparation de *Tsahal* à la guerre et les dysfonctionnements au niveau de la coordination entre ses différentes composantes. La publication de ce rapport contribue au renforcement du Mossad ainsi que du service de renseignement du ministère des Affaires étrangères.

Enfin, à partir des années 1990, la presse se montre particulièrement critique vis-à-vis de l'armée et des méthodes utilisées pour réprimer la seconde *Intifada*⁸⁷, ce qui oblige l'institution militaire à poursuivre son adaptation et son ouverture.

Sur le plan stratégique, l'armée israélienne a tenté d'utiliser des méthodes plus efficaces dans le cadre d'une guerre au sein des populations, solutions jugées moins « coûteuses » en termes d'image. Il s'agit de la politique des assassinats ciblés et des arrestations ciblées. La méthode des assassinats ciblés, pratiquée depuis la guerre d'Indépendance est une des formes emblématiques de la lutte anti-terroriste israélienne. Bien que revendiquée, elle reste problématique et a été très critiquée. Alors qu'elle ne devait initialement atteindre que des activistes directement impliqués dans des attentats ou de hauts responsables militaires du *Hamas*, en évitant de toucher les populations civiles des territoires occupés, cette pratique a pourtant causé un nombre élevé de victimes civiles. En effet, ces opérations prennent la forme d'« attaques par missiles tirés depuis des hélicoptères ou des drones, snipers, charges explosives »⁸⁸ et entraînent de nombreux « dommages collatéraux ». Ce sont également des opérations problématiques sur le plan de leur légalité – car les victimes sont exécutées sans procès – et de leur légitimité au regard du droit humanitaire international⁸⁹.

Une autre pratique utilisée par *Tsahal* dans le cadre de la lutte anti-terroriste est celle des arrestations ciblées. Elle témoigne d'une volonté d'épargner au maximum la vie des populations civiles voisines, alors même que la traque d'activistes palestiniens se déroule au sein de ces populations. Ce type de missions est effectué par des unités spéciales de *Tsahal* ayant suivi un entraînement spécifique. C'est le *Shabak* – service de renseignement intérieur d'Israël – qui désigne les suspects à arrêter. Les arrestations ont lieu principalement la nuit, le lieu où se trouvent les suspects est encerclé et les suspects sont sommés de se rendre. À l'issue, ils sont systématiquement et longuement interrogés afin de collecter de nouveaux renseignements qui permettront peut-être d'arrêter d'autres activistes. Cette méthode s'est révélée relativement efficace dans la lutte contre le terrorisme, en particulier pour déjouer différents attentats en cours de préparation tout en épargnant les populations civiles palestiniennes. Sur le plan de l'image de l'armée israélienne, elle a permis à *Tsahal* – excepté lors de certains « dérapages » – de ne pas s'attirer les foudres de la communauté internationale, en ayant recours à des méthodes non disproportionnées et mieux ciblées.

L'évolution des relations entre *Tsahal* et la presse nationale israélienne et le tollé international qui suit chaque « affaire » militaire ont fait prendre conscience aux responsables israéliens de la nécessité et de l'importance d'une stratégie de communication plus élaborée et plus cohérente dans la durée. Si des progrès ont été réalisés, des imperfections et des difficultés subsistent. Elles montrent l'importance et surtout la difficulté inhérente à la gestion de la communication en situation de crise aiguë, plus particulièrement lorsque celles-ci ont lieu sous le regard des caméras dans des zones où les groupes armés et la population civile sont complètement imbriqués.

⁸⁷ Thomas Rid et Marc Hecker, *op. cit.*, p. 104-105.

⁸⁸ Samy Cohen, *op. cit.*, p. 191.

⁸⁹ *Ibidem*.

2. La communication, enjeu stratégique pour *Tsahal* ?

Tsahal semble avoir désormais pris en considération les défis que les questions de communication posent aux forces armées, en particulier dans les conflits asymétriques. La maîtrise des nouvelles technologies et « outils de guerre de l'information » s'acquiert à la fois par la pratique et par l'analyse (retour d'expérience) des difficultés rencontrées et des erreurs commises. *Tsahal* s'est essayé à différentes stratégies de communication allant du *black-out* médiatique (Jénine, 2002) à la transparence (guerre du Liban, 2006), qui ont donné des résultats insatisfaisants. L'opération « *Plomb durci* » (décembre 2008-janvier 2009) marque une nouvelle étape, sinon un certain aboutissement, dans cet exercice difficile.

2.1. L'échec du Liban et la recherche d'une nouvelle stratégie de guerre de l'information

L'opération « *Rempart* » a été lancée en Cisjordanie le 3 avril 2002 pendant la seconde *Intifada*, après une série d'attentats. L'opération a pris fin le 20 avril, sous la pression de la communauté internationale et en particulier des États-Unis. L'objectif de cette opération était d'impressionner la population palestinienne et de détruire les infrastructures utilisées par les terroristes. Toutes les villes de Cisjordanie – à l'exception d'Hébron et de Jéricho – ont été occupées par *Tsahal* lors de cette offensive et le quartier général de Yasser Arafat à Ramallah a été assiégé. Des camps de réfugiés, soupçonnés d'être des bases de recrutement et de servir de caches aux candidats aux attentats-suicides ont également été pris pour cible. À Jénine, les Israéliens ont utilisé de façon étroitement combinée l'aviation et les blindés, pour retourner à leur avantage une situation initiale peu favorable, usant ainsi de moyens conventionnels adaptés aux combats de haute intensité mais *a priori* moins performants dans le cadre d'un combat urbain contre des milices.

Pendant ces opérations, *Tsahal* a mis en œuvre une stratégie de contrôle complet de l'information, c'est-à-dire un *black-out* médiatique quasi-total. Cela s'est traduit par une interdiction formelle faite aux journalistes de pénétrer dans les zones de combat, entraînant les protestations de la plupart des agences de presse et des grands médias. Cette politique de secret absolu et de silence complet a, en fait, desservi *Tsahal*, car la fermeture de la zone aux médias a laissé le champ médiatique libre pour les représentants et partisans de la cause palestinienne, entraînant en particulier une vive polémique sur le nombre de pertes civiles causées par les combats, les uns utilisant le terme de « génocide », les autres annonçant la mort de huit cent civils. Bien que l'ONU et la Croix-Rouge aient ultérieurement lavé l'armée israélienne de tout soupçon de massacre, la controverse sur les événements de Jénine est restée dans les esprits. L'image de *Tsahal* était à nouveau ternie et la stratégie du *black-out* s'est avérée contre-productive.

Tirant les leçons de cet échec, l'armée israélienne décide en 2006, lors de son intervention au Liban, de mettre en œuvre une stratégie de communication différente. Cette nouvelle approche est fondée sur « l'ouverture et la transparence », mais n'a pourtant pas davantage porté ses fruits, en raison de dysfonctionnements bureaucratiques et politiques. Des mouvements de personnel de dernière minute dans les services chargés de gérer cette communication de guerre (certains

venaient tout juste de quitter leur poste, d'autres venaient d'être nommés), ont perturbé le fonctionnement des organismes en charge de ces dossiers, donnant dans le meilleur des cas à l'ensemble un caractère d'amateurisme et d'approximation. Au Bureau international des relations publiques de *Dover Tsahal*, par exemple, ce sont des officiers sans expérience de ce type de situation qui ont du prendre en main les rapports avec les grands médias internationaux.

Mais les principales difficultés ont été d'ordre politique. Dès les premiers jours de la guerre, les divergences concernant les objectifs de cette campagne se sont multipliées entre Ehoud Olmert, Premier ministre, Tzipi Livni, ministre des Affaires étrangères et Amir Peretz, ministre de la Défense. Aucune stratégie ni objectifs n'ont été clairement identifiés et ce n'est que tardivement (deux semaines après le début de l'offensive) qu'a été réuni un comité interministériel de coordination. Il ne pouvait en résulter, au moins dans une première phase, qu'une « mauvaise communication » parasitée par des rumeurs contradictoires, les communicants tentant de « masquer les errements des responsables politiques et militaires »⁹⁰. Plusieurs bureaux officiels et agences publiques communiquaient sur les mêmes événements, sans que les responsabilités de chacun ne soient clairement définies. Ceci a parfois donné lieu à une véritable cacophonie qui a à peine masqué les divergences entre les différentes autorités civiles et militaires. Le service de communication de l'armée a tenté de jouer un rôle central pendant le conflit, mais si pour certains journalistes il a pu être accusé de « monopoliser l'espace médiatique », pour d'autres à l'inverse la chef de ce service, Miri Regev, n'a pas été assez présente dans les médias.

Si les dirigeants politiques ont été critiqués pour leur mauvaise gestion du conflit, les militaires, et en particulier certains officiers, ne sont pas exempts de reproches. Quelques-uns ont pris l'initiative d'appeler des reporters au milieu même d'une opération et de leur parler sans en avoir reçu l'autorisation. Des journalistes étant intégrés au sein des troupes de *Tsahal*, ils se sont rendus dès le début du conflit dans le nord du pays et ont discuté avec les soldats présents sur place. Les simples soldats eux-mêmes ont parfois communiqué directement avec la presse grâce à leurs téléphones portables. Ces fuites ont d'ailleurs pris une telle ampleur que c'est par la presse que les communicants officiels de *Dover Tsahal* ont été mis au courant de certaines évolutions opérationnelles. Surpris par le nombre de « fuites » dont les différents médias se sont fait les échos, le chef d'état-major général a ordonné une enquête dès la fin du conflit. Les conclusions ont été alarmantes : en trente-trois jours de guerre, près de 460 officiers se sont exprimés dans la presse sans autorisation⁹¹.

Les journalistes israéliens ont également fait l'objet de nombreuses critiques. Paradoxalement, il leur a été reproché de ne pas avoir été assez critiques envers leur gouvernement pendant le conflit et d'avoir repris sans analyse les affirmations recueillies sur le terrain auprès des militaires. Quant aux journalistes spécialistes des questions de sécurité et de défense, ils se sont vus accusés de mettre en danger les civils israéliens visés par les roquettes du *Hezbollah* et du *Hamas* : certains ont affirmé en effet que grâce aux vidéos et reportages filmés en direct des zones visées, les militants palestiniens ont pu ajuster la précision de leurs tirs et mieux toucher leurs cibles⁹².

⁹⁰ Marc Hecker et Thomas Rid, *art. cit.*, p. 84.

⁹¹ *Ibidem*.

⁹² Thomas Rid et Marc Hecker, *op. cit.*, p. 118.

A contrario, le *Hezbollah* s'est montré particulièrement habile et efficace en matière de communication. Il a su jouer sur les ressorts émotionnels de la communauté internationale, très sensible aux pertes civiles et choquée par la violence de l'offensive. Si celle-ci reconnaissait à l'État hébreu le droit de légitime défense au début de l'offensive, elle s'est montrée d'autant plus rapidement critique que le « Parti de Dieu » a su fournir les images qui lui étaient favorables et occuper l'espace médiatique avec une grande facilité. L'exemple de la corvette *Hanit* est à cet égard particulièrement significatif. Ce navire a été touché par deux missiles C-802 lancés par le *Hezbollah* dans la nuit du 14 au 15 juillet. Gravement endommagée, elle a dû rentrer au port pour y être réparée. Le « Parti de Dieu » a immédiatement exploité cette victoire en diffusant, quinze minutes plus tard, une vidéo. Que quatre marins israéliens aient été tués lors de cette attaque a été à peine évoqué dans les différents reportages. À l'inverse, c'est par la presse que les dirigeants de *Tsahal* ont appris l'événement. Un journaliste israélien de la chaîne de télévision Channel 10, Alon Ben-David, a été averti directement quelques minutes après l'attaque par un de ses contacts au sein de l'équipage. Il a adressé à son tour un message électronique SMS avec son téléphone portable au porte-parole du chef d'état-major pour l'interroger sur l'événement et lui demander des précisions, mais celui-ci n'était pas au courant, pas plus d'ailleurs que le chef d'état-major général lui-même, Dan Haloutz, qui était pourtant en train de faire un point de presse au moment de l'attaque. La Marine aura besoin de quatre-vingt-dix minutes pour contacter le commandant de la corvette, comprendre ce qui venait de se produire et reconstituer le déroulement de l'opération, alors que le *Hezbollah* a exploité en quelques minutes ce coup d'éclat⁹³.

Ainsi, après l'échec de la technique du *black-out*, *Tsahal* a été confronté à celui d'une politique d'ouverture et de transparence mal maîtrisée, s'appuyant sur une organisation, des personnels, des outils peu adaptés. Les leçons tirées de ces expériences malheureuses de communication pendant la guerre du Liban de 2006 ont amené les responsables politiques et militaires de l'État hébreu à infléchir à nouveau leur politique. Un certain nombre d'innovations ont été mises en œuvre lors de l'opération « *Plomb durci* » de décembre 2008 et janvier 2009.

2.2. Gaza ou la maîtrise (presque) parfaite de l'information

La guerre à Gaza en décembre 2008-janvier 2009 illustre les progrès de l'armée israélienne en termes de communication « à chaud », grâce aux leçons tirées des engagements antérieurs.

Le 27 décembre 2008, *Tsahal* lance une offensive aérienne contre les infrastructures du *Hamas* à Gaza. Cette opération, baptisée « *Plomb durci* », débute par des bombardements et se poursuit à partir du 3 janvier 2009 par une offensive terrestre. L'objectif est (une nouvelle fois) de mettre un terme aux tirs de roquettes du *Hamas* – et des groupes marginaux qui lui sont affiliés – visant les populations civiles sur le territoire d'Israël. Le 17 janvier, l'État hébreu proclame un cessez-le-feu unilatéral, affirmant avoir atteint ses objectifs lors des trois semaines de guerre qui viennent de s'écouler⁹⁴. Le lendemain, 18 janvier, le *Hamas* annonce également un cessez-le-feu d'une semaine, tout en précisant que désormais « plus aucun soldat israélien ne serait toléré à Gaza »⁹⁵.

⁹³ *Idem*, p. 119.

⁹⁴ « Trois semaines de guerre à Gaza », Le Monde.fr, Chronologie, du 28.01.2009, http://www.lemonde.fr/web/module_chrono/0,11-0@2-3218,32-1146502,0.html, consulté le 15.02.2011.

⁹⁵ *Ibidem*.

Le même jour, les journalistes étrangers sont enfin autorisés à se rendre à Gaza, pour la première fois depuis le 27 décembre. Le 21 janvier, le repli israélien est terminé et les derniers soldats de *Tsahal* ont quitté le territoire.

Si les représentants des journaux, radios et télévisions se sont vu refuser l'accès à Gaza pendant l'opération elle-même, l'armée israélienne et le *Hamas* ont diffusé chacun « leurs propres images du conflit »⁹⁶, se lançant ainsi dans une « guerre des images » afin de s'attacher les sympathies de la communauté internationale. Outre les formes relativement traditionnelles du combat urbain, les deux adversaires se sont donc livrés une véritable guerre de l'information et les images quotidiennement distillées par chaque camp ne montraient pas ce qui pouvait être considéré comme défavorable à sa cause. Le *Hamas* a exercé des pressions sur les journalistes palestiniens présents à Gaza, qui filmaient le conflit, afin qu'ils n'effectuent pas ou ne montrent pas certains reportages⁹⁷. Côté israélien, l'une des consignes était de ne pas laisser paraître à l'écran d'images de corps de victimes, mais seulement les traces des destructions causées par les roquettes du *Hamas*. Aucune image d'affrontement direct entre Israël et le *Hamas* n'a pu filtrer pendant plusieurs jours.

Au plan médiatique, cette guerre a été caractérisée par un paradoxe qui illustre toute la difficulté de la gestion médiatique de ce type de conflit : malgré l'interdiction faite aux journalistes internationaux et israéliens de se rendre à Gaza – ils ne pouvaient donc pas couvrir le conflit de l'intérieur –, les téléspectateurs du monde entier ont eu l'impression que ce conflit se déroulait quasiment en direct sur les chaînes de télévision du fait de la fourniture d'images soigneusement sélectionnées par les deux belligérants⁹⁸. Bloqués à quelques kilomètres du terrain des combats sur les collines entourant le territoire, les journalistes étrangers ne purent que transmettre à leurs rédactions, comme images tournées par eux-mêmes, que celles des panaches de fumée des bombardements filmés de loin à l'aide de téléobjectifs. Les sons étaient ceux des explosions et des hélicoptères⁹⁹. Seuls les journalistes vivant ordinairement à Gaza ont été autorisés à y entrer. Or ils étaient dans leur grande majorité d'origine palestinienne ce qui a constitué une faille dans le dispositif de *black-out* israélien. Ce sont ces journalistes, travaillant aux côtés de leurs confrères des chaînes arabes notamment *Al-Jazeera*¹⁰⁰, qui ont fourni les informations et les images aux rédactions du monde entier. À cela s'ajoutaient les particuliers, des amateurs, diffusant des images à travers internet et les téléphones portables.

Les raisons invoquées par Israël pour justifier l'interdiction faite aux journalistes d'entrer à Gaza sont d'abord d'ordre sécuritaire, *Tsahal* expliquant vouloir avant tout protéger des journalistes qui, en se rendant sur le territoire pour couvrir le conflit, se seraient mis en danger.

⁹⁶ *Ibidem*.

⁹⁷ « Votre télé et vous », France 3, bonus de l'émission, Marie-Laure Augry, du 24.01.2009, http://www.france3.fr/STATIC/video/index-fr.php?titre=Bonus%20de%20Votre%20t%E9%20et%20vous%20du%2024/01/2009&url=mms://a988.v101995.c10199.e.vm.akamaistream.net/7/988/10199/3f97c7e6/ftvigrp.download.akamai.com/10199/sgv/diff/videotheque/info/videos/missions/videosvotretete/5166D_votretete-bonus_20090124.wmv§ion=regions_alsace&rubrique=video, consulté le 16.02.2011.

⁹⁸ « Face à face » France 24, avec Georges Malbrunot et Nina Ben-Ami, du 07.01.2009, <http://www.france24.com/fr/20090106-wbfrfaceface12h12m0106flv-gaza-offensive-israel-media>, consulté le 18.02.2011.

⁹⁹ « Gaza, un terrain d'opérations interdit aux regards extérieurs », Le Figaro.fr, 06.01.2009, <http://www.lefigaro.fr/international/2009/01/06/01003-20090106ARTFIG00384-gaza-un-terrain-d-operations-interdit-aux-regards-exterieurs-.php>, consulté le 15.02.2011.

¹⁰⁰ La chaîne *Al-Jazeera* disposait de dix correspondants dans les territoires palestiniens, dont cinq permanents en résidence à Gaza.

Certains experts ont analysé les motivations d'Israël avec plus de recul et de mise en perspective. Une première hypothèse soutient que la décision de *black-out* médiatique a pour origine le traumatisme de la guerre du Liban de l'été 2006, l'armée israélienne cherchant à éviter que le *Hamas* puisse, comme le *Hezbollah* en son temps, suivre en direct ses mouvements et ses déplacements d'unités¹⁰¹. D'autres ont évoqué la volonté de limiter la diffusion d'images trop démoralisantes pour la population israélienne¹⁰² ou encore le désir des autorités de Jérusalem de ne pas voir des reportages sur le drame humanitaire se déroulant à Gaza pendant l'offensive afin de ne pas nuire au déroulement des opérations¹⁰³.

Du côté palestinien, le *Hamas* aurait fait pression sur les journalistes palestiniens pour des raisons tout à fait parallèles à celles des Israéliens. Il s'agissait de ne pas montrer certaines images de combattants en train de tomber au combat, blessés ou faits prisonniers afin de ne pas démoraliser la population de Gaza et de rendre crédible le discours sur la victoire de la résistance¹⁰⁴. Par ailleurs, le *Hamas* voulait également éviter de voir ses commandos localisés par *Tsahal* par le biais de reportages télévisés, alors que sa force réside traditionnellement dans le fait d'être disséminés sur tout le territoire, noyés, camouflés au sein de la population¹⁰⁵, situation favorable qui complique singulièrement la tâche des Israéliens pour les débusquer et les neutraliser.

Jusqu'au 21 janvier, les images diffusées dans les journaux télévisés sont donc de deux types : celles tournées par les journalistes palestiniens et arabes montrent les victimes et les dégâts des bombardements israéliens, celles choisies par l'état-major de *Tsahal*, témoignent de la précision des bombardements et des raids aériens ou des destructions causées par les roquettes du *Hamas* en Israël même. Quant aux photos de soldats, elles ne les montraient qu'à l'arrêt, aucun journaliste n'ayant été autorisé à embarquer avec les unités et à les suivre¹⁰⁶.

Si l'offensive israélienne sur Gaza a été (trop rapidement) présentée comme une guerre « sans images », cette expression est inadaptée car des photos et vidéos sont sorties de Gaza. Israël a certes interdit l'entrée du territoire palestinien aux journalistes, mais à aucun moment n'a pu empêcher la sortie et la diffusion des documents produits par ceux qui étaient présents. Ces images, tournées par les journalistes en majorité palestiniens voire pour certains proches du *Hamas*, ont été diffusées notamment en continu sur *Al-Jazeera* et reprises en boucle à travers le monde. Certains ont donc remis en cause la crédibilité de ces journalistes et posé la question de leur objectivité : « *leur famille est sur place, ils sont impliqués à tous les niveaux* », explique Patrick Baz, responsable du pôle Photos pour le Moyen-Orient à l'Agence France Presse (AFP)¹⁰⁷.

¹⁰¹ *Ibidem*.

¹⁰² Youssef Zerarka et Hélène Drouet, « Israël veut limiter les images trop démoralisantes », France 24, du 07.01.2009, <http://www.france24.com/fr/20090106-israel-controle-mediatique-guerre-gaza-trois-questions-arnaud-mercier-cnrs>, consulté le 18.02.2011.

¹⁰³ « Face à face », France 24, avec Georges Malbrunot et Nina Ben-Ami, déjà cité.

¹⁰⁴ « Votre télé et vous », France 3, bonus de l'émission, Marie-Laure Augry, déjà cité.

¹⁰⁵ Catherine Fournier et S.C., « Guerre des images à Gaza », 20minutes.fr, Actualités générales, du 06.01.2009, <http://www.20minutes.fr/article/286273/Monde-Guerre-des-images-a-Gaza.php>, consulté le 20.02.2011.

¹⁰⁶ « La guerre des images à Gaza », France 3, Diaporama, 06.01.2009, <http://www.20minutes.fr/diaporama/557-1-0-0-La-guerre-des-images-a-Gaza.php>, consulté le 20.02.2011.

¹⁰⁷ *Ibidem*.

Sans correspondants sur place, certaines agences de presse et chaînes de télévisions françaises se sont fait « piéger », à l'instar de la chaîne publique France 2 dupée par des images qui circulaient sur Internet. Pendant le conflit, la chaîne a en effet présenté une vidéo comme ayant été tournée à la suite à des tirs israéliens, alors qu'il s'agissait en réalité d'images datant de 2005 consécutive à l'explosion d'un camion du *Hamas*.

Il est intéressant de noter qu'Internet a été largement utilisé lors de cette guerre, avec en particulier la diffusion d'images de propagande des deux camps sur les réseaux sociaux, les sites communautaires et les sites Internet de partage de vidéos comme « YOUTUBE ». Ces images, montées et diffusées par les partisans respectifs des deux camps, ont été à l'origine d'une forme de désinformation, certains journalistes professionnels, plongés dans la pénurie de sources en raison du *black-out* médiatique, n'ayant pas pu toujours contrôler et critiquer la qualité des informations et se contentant de reprendre dans l'urgence ce qu'ils trouvaient.

Prenant acte des erreurs de communication commises pendant les conflits précédents, d'autres mesures ont été prises. Certaines relèvent de la coordination politico-militaire au plus haut niveau, et un organisme, placé sous l'autorité du Premier ministre, a été créé spécialement pour harmoniser les discours des différents porte-parole des ministères et de l'armée. D'autres sont des précautions conservatoires et de mise en œuvre : les soldats se sont vu formellement interdire l'utilisation de leurs téléphones portables sur le terrain.

Ce souci de contrôle et de maîtrise de l'information témoigne d'un changement dans l'attitude de l'État hébreu vis-à-vis de sa communication militaire opérationnelle. Les Israéliens ont intégré l'importance particulière des images, surtout dans le cadre d'une guerre asymétrique, et ont multiplié les initiatives (parfois de manière très empirique) pour améliorer leur stratégie de communication et l'image de leur pays. Cela semble légitimement d'autant plus important que dans les conflits actuels, la bataille se déroule aussi dans les médias.

Israël reste toutefois confronté au même problème : le pouvoir réducteur et affectif de l'image instantanée. Lorsqu'une opération de *Tsahal* cause plus de 1 400 morts côté palestinien et une quinzaine « seulement » côté israélien, la disproportion entre les chiffres semble telle que leur seule juxtaposition joue en défaveur de l'État hébreu, et qu'une communication réfléchie ne suffit pas à rétablir une vision plus équilibrée de la problématique.

Dans un contexte d'hypermédiatisation, la maîtrise des flux d'information, quoique nécessaire lors d'une opération, est une donnée nécessaire mais insuffisante. La réflexion est donc certainement à mener en amont, au niveau doctrinal et stratégique. Montrer sa puissance pour dissuader l'adversaire se révèle efficace contre des États classiques, mais produit peu de résultats contre des groupes irréguliers. Les ripostes immédiates et disproportionnées, supposées avoir un effet inhibant sur l'adversaire, n'ont pas permis à Israël de venir à bout des milices armées et ont entraîné une dégradation progressive de l'image du pays. De nouvelles évolutions seraient donc nécessaires, afin de ne pas prendre le risque « de voir le faible convertir sa défaite militaire en victoire politique »¹⁰⁸.

¹⁰⁸ Marc Hecker et Thomas Rid, *art. cit.*, p. 85.

CONCLUSION

La doctrine militaire de l'État d'Israël a vu le jour à la fin des années 40 au moment de la naissance du pays. Elle est l'œuvre d'un homme, David Ben Gourion, Premier ministre d'Israël lors de sa création en 1948. L'État nouvellement créé a dû s'imposer dans un environnement hostile et soutenir pour sa survie plusieurs guerres contre ses voisins. L'armée israélienne s'est forgée dans ce contexte singulier. Elle est le produit de l'unification de diverses organisations armées opérant clandestinement en Palestine mandataire. Fondée sur une conscription de masse, elle a cultivé le culte du secret, sans doute hérité de la période de lutte clandestine.

Ce sont ces spécificités qui ont amené David Ben Gourion et ses collaborateurs à adopter une doctrine militaire « idoine et originale »¹⁰⁹. La particularité de cette doctrine est qu'elle n'a jamais fait l'objet d'un document officiel de référence, d'un « Livre blanc de la Défense » à l'instar de ceux régulièrement rédigés par les ministères de la Défense des grandes puissances démocratiques. C'est donc une doctrine « informelle » qui s'est imposée durant les premières années qui suivirent l'indépendance. David Ben Gourion l'a présentée au gouvernement du pays en octobre 1953 et elle a peu évolué depuis lors, sinon de manière empirique et par à-coups successifs.

Elle se fonde sur une stratégie défensive associée à une tactique offensive et repose sur les principes suivants :

- Israël ne pouvant pas se permettre de perdre une seule guerre conventionnelle du fait de l'étroitesse de son territoire, la géographie lui impose de transférer, le plus rapidement possible, les hostilités sur le territoire de l'adversaire ;
- les Israéliens doivent cependant éviter d'imposer une défaite totale à leurs ennemis, afin de ne pas les transformer en adversaires irréductibles et à limiter le risque de voir naître une coalition générale ;
- Israël n'exprime aucune revendication territoriale, tout territoire conquis sert de zone tampon et/ou de monnaie d'échange pour obtenir des traités de paix. Dans cette optique, les Israéliens tentent de privilégier (mais à leurs seules conditions) la diplomatie et la négociation : les opérations actives ne doivent être engagées que lorsqu'il n'y a plus d'autre solution. Si une guerre doit avoir lieu, elle doit être rapide, préventive et décisive. Ceci implique qu'Israël privilégie la dimension qualitative de ses armements et doit à tout moment être en mesure d'assurer une mobilisation rapide de ses forces.

L'élément central de cette doctrine reste la dissuasion cumulative, c'est-à-dire une dissuasion conventionnelle et non conventionnelle.

¹⁰⁹ Nicolas Ténèze, « Les doctrines de dissuasion d'une puissance atypique : Israël », *Études de l'IRSEM, Israël et son armée : Société et stratégie à l'heure des ruptures*, n° 3, mai 2010, p. 177.

Afin de dissuader leurs ennemis de s'attaquer à eux et de les convaincre de la futilité de l'utilisation de la force, les Israéliens ont théorisé le principe des représailles disproportionnées. Quelles que soient les caractéristiques « techniques » de l'engagement opérationnel (l'aviation d'abord et les fantassins ensuite, l'infanterie en premier ou les unités spéciales et les drones) le schéma demeure le même : frapper vite et fort, faire étalage de sa puissance pour convaincre l'adversaire qu'il ne peut ni gagner ni tirer profit d'une attaque contre Israël.

Employée contre les armées des pays arabes voisins, cette doctrine a porté ses fruits. Mais le contexte stratégique de l'État hébreu a changé depuis la signature de la paix avec certains de ses voisins et ennemis historiques (Égypte et Jordanie). D'autres menaces, asymétriques et non-conventionnelles, d'abord secondaires, ont pris de l'ampleur et se sont révélées plus dangereuses. Elles diffèrent considérablement de celles que faisaient peser les adversaires classiques – armées régulières des pays arabes – et sont le fait de groupes armés utilisant des méthodes de terreur qui visent directement la population civile israélienne. Il ne s'agit pas pour ces organisations de détruire Israël – objectif qui n'est en aucun cas à leur portée – mais de perturber le fonctionnement du pays, d'atteindre le moral de ses citoyens et de forcer Tsahal à réagir ou à « sur-réagir ». Israël, démocratie attachée aux droits de l'homme, doit ainsi vivre dans un environnement de menace permanente et faire face à des groupes irréguliers qui usent délibérément d'une stratégie ultra-violente, indiscriminée, à l'encontre de ses citoyens. Les inévitables « dommages collatéraux » qui accompagnent les opérations israéliennes exposent le pays à la critique de la communauté internationale, peu ou prou sujette à des réactions plus affectives que raisonnées et qui juge ces réponses disproportionnées et inappropriées.

Pourquoi, dans ce cas continuer à appliquer la même doctrine que celle employée lorsqu'il s'agissait de combattre des armées régulières ?

Les Israéliens ont cru pouvoir apporter une solution proprement militaire au problème politique des revendications palestiniennes et *Tsahal* a systématiquement répondu au terrorisme sans qu'une véritable stratégie globale, dont les aspects militaires ne seraient qu'une composante, ne soit développée. Or les autres facteurs (politiques, économiques, sociaux, culturels, etc.) n'en pèsent pas moins de tout leur poids et en voulant faire pression sur la population palestinienne pour qu'elle refuse aux activistes armés son soutien, elle a paradoxalement renforcé la détermination des groupes armés. Si ceux-ci ont subi de nombreuses pertes, leur motivation n'a pas faibli. Ils ont évolué, se sont adaptés, ont modifié leurs tactiques au fur et à mesure, dès lors que *Tsahal* trouvait une parade à celles qu'ils utilisaient. L'armée israélienne a certes remporté d'indiscutables victoires tactiques contre ces groupes, mais ceux-ci peuvent poursuivre leurs actions et le terrorisme n'a pas pris fin. Ce médiocre bilan stratégique est par ailleurs entaché par l'image dégradée qui est désormais la sienne dans de nombreux secteurs du pays. L'échec est d'autant plus cuisant pour Israël que ces groupes armés continuent, avec de nouveaux moyens, à harceler la population civile israélienne.

En appliquant une solution militaire à un problème politique, les Israéliens se sont aussi rendus particulièrement impopulaires au sein de la communauté internationale. Dans cette partie du monde où la couverture médiatique est extrêmement dense et où rien n'échappe à l'œil des caméras, les représailles disproportionnées et les milliers de victimes civiles palestiniennes qu'elles ont causées, ont modifié l'image de l'État hébreu dans le monde. Les Israéliens en ont

pris conscience et leurs experts en relations publiques se sont efforcés d'améliorer l'image du pays. Ils sont toutefois impuissants lorsqu'une offensive de *Tsahal* fait plus d'un millier de victimes civiles dans le camp adverse et « seulement » une quinzaine dans ses propres rangs.

Conscientes de ce besoin d'adaptation, les autorités israéliennes ont successivement nommé plusieurs comités pour réexaminer les grands principes doctrinaux de leurs forces armées. Le rapport du comité « Meridor » a circulé au sein du gouvernement et du haut commandement mais il n'a pas été publié. Son contenu reste classifié et aucune réforme doctrinale notable ne semble en avoir découlé. Les dirigeants israéliens ont envisagé la possibilité de réaliser un document officiel rendu public, sorte de *Livre blanc* de la Défense israélienne, mais ils y ont renoncé, estimant sans doute qu'un tel document formalisé pourrait réduire leur marge de manœuvre et qu'ils seraient ensuite contraints d'agir en fonction des standards préalablement établis. L'opinion publique et les médias pourraient y trouver matière à exiger des explications et à porter des jugements négatifs.

De l'avis de nombreux spécialistes, une évolution de la doctrine militaire israélienne, marquant la prise en compte des évolutions de l'environnement stratégique depuis la création de l'État, n'en reste pas moins nécessaire, même si elle est politiquement et militairement délicate à mettre en place. De nombreux débats restent à venir.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Israël et son environnement géopolitique

- CYPEL Sylvain, *Les Emmurés. La société israélienne dans l'impasse*, Paris, La Découverte, 2005.
- DIECKHOFF Alain, *Les Espaces d'Israël*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, seconde édition, 1989.
- ENCEL Frédéric, *Le Moyen-Orient entre guerre et paix – Une géopolitique du Golan*, Paris, Flammarion, quatrième édition, 2002.
- ENCEL Frédéric et THUAL François, *Géopolitique d'Israël*, Paris, Éditions du Seuil, 2006.
- ENCEL Frédéric, *Atlas géopolitique d'Israël – Aspects d'une démocratie en guerre*, Paris, Éditions Autrement, 2008.
- ENCEL Frédéric, *Géopolitique du Sionisme – Stratégies d'Israël*, Paris, Armand Colin, deuxième édition, 2009.
- GILBERT Martin, *The Routledge Atlas of the Arab-Israeli Conflict - 8th edition*, London, Routledge, 2005 deuxième édition, 2009.
- HASKI Pierre, *Israël*, Toulouse, Éditions Milan, 1997.
- LEVITE Ariel E., *Offense and Defense in Israeli military doctrine*, Jérusalem, Boulder, Colo.: Westview, 1990.
- MAOZ Zeev, *Defending the Holy Land. A critical analysis of Israel's security & foreign policy*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2007.
- RODMAN David, *Defense and diplomacy in Israel's national security experience: tactics, partnerships and motives*, Portland Or., Sussex Academic Press, 2005.
- SIBONI Gabriel, "War and Victory", *Military and Strategic Affairs*, Vol. 1, N°3, December 2009, p. 39-49.
- SIBONI Gabriel, "The Changing Threat", *Military and Strategic Affairs*, Vol. 2, N°1, June 2010, p. 3-7.

- TAL Israel, *National security – The Israeli experience*, États-Unis, Praeger, 2000.
- TIRA Ron, *The nature of war: conflicting paradigms and Israeli military effectiveness*, Brighton, Portland, Or., Sussex Academic Press [in collaboration with the] Institute for National Security Studies, Tel Aviv, 2010.
- YANIV Avner, *Deterrence without the Bomb – The Politics of Israeli Strategy*, D.C. Heath and Company, Lexington, 1987.
- YANIV Avner (ed.), *National Security and Democracy in Israel*, Boulder and Londres, Lynne Rienner Publishers, 1993.

Les guerres asymétriques

- BAUD Jacques, *La Guerre asymétrique ou la Défaite du vainqueur*, Paris Éditions du Rocher, 2003.
- CHALIAND Gérard, *Les Guerres irrégulières XX^e-XXI^e siècle – Guérillas et terrorismes*, Paris, Éditions Gallimard, 2008.

OUVRAGES ET ARTICLES SPÉCIALISÉS

Israël et sa politique de défense et de sécurité

- AMIDROR Yaakov, “The Range of Threats against Israel”, *Military and Strategic Affairs*, Vol. 2, N°1, June 2010, p. 9-19.
- BAR-JOSEPH Uri, “The conceptualization of deterrence in Israeli strategic thinking: variations on a theme”, *Security Studies*, Vol. 7, n°3, Spring 1998, p. 145-181.
- BAR-JOSEPH Uri, “Towards a Paradigm Shift in Israel’s National Security Conception”, *Israel Affairs*, Vol. 6, N°3/4, Spring/Summer 2000, p. 99-113.
- BROM Shlomo et ELRAN Meir (dir.), *The Second Lebanon War : Strategic Perspectives*, Tel Aviv, Institute for National Security Studies, 2007, disponible en ligne en format pdf : [http://www.inss.org.il/upload/\(FILE\)1285063319.pdf](http://www.inss.org.il/upload/(FILE)1285063319.pdf).
- EILAND Giora, “The Foundations of Israel’s Response to Threats”, *Military and Strategic Affairs*, Vol. 2, N°1, June 2010, p. 69-79.
- HAREL Amos et ISACHAROFF Avi, *La Septième Guerre d’Israël. Comment nous avons gagné la guerre contre les Palestiniens et pourquoi nous l’avons perdue*, Paris, Éditions de l’Éclat et Hachette Littératures, 2005.

- HELLER Mark A., “Continuity and Change in Israeli Security Policy”, *The International Institute for Strategic Studies*, Adelphi paper 335, Oxford University Press, July 2000, p. 5-84.
- MERMIER Franck et PICARD Elizabeth (dir.), *Liban – Une guerre de 33 jours*, Paris, Éditions La Découverte, 2007.
- MORRIS Benny, *Israel's border wars, 1949-1956. Arab Infiltration, Israeli Retaliation, and the Countdown to the Suez War*, Oxford, Clarendon Press, 1993.
- MORRIS Benny, *Righteous victims: a history of the Zionist-Arab conflict, 1881-1999*, New York, Vintage Books, 2001.
- SADEH Sharon, “Israel’s Defense Industry in the 21st Century: Challenges and Opportunities”, *Strategic Assessment*, Vol. 7, N°3, December 2004, <http://www.inss.org.il/publications.php?cat=25&incat=0&read=46>, consulté le 29.01.11.
- SCHIFF Ze’ev, “Fifty years of Israeli security: the central role of the Defense system”, *Middle East Journal*, Vol. 53, N°3, Spring 1999, p. 434-442.
- SHABTAI Shay, “Israel’s National Security Concept: New Basic Terms in the Military-Security Sphere”, *Strategic Assessment*, Vol. 13, N°2, August 2010, p. 7-18.
- SHALOM Zaki, “Is the IDF Prepared to Face a Regular War against the Arab States?”, *Military and Strategic Affairs*, Vol. 1, N°1, April 2009, p. 17-23.

Israël et son armée

- COHEN Samy, *Tsahal à l’épreuve du terrorisme*, Paris, Éditions du Seuil, 2009.
- COHEN Stuart A., *Israel and its Army – From cohesion to confusion*, Londres et New York, Routledge – Taylor & Francis Group, 2008.
- OHANA Noam, *Journal de guerre – De Sciences Po aux unités d’élite de Tsahal*, Paris, Éditions Denoël, 2007.
- RAZOUX Pierre, *Tsahal. Nouvelle histoire de l’armée israélienne*, Paris, Éditions Perrin, 2008.
- ROTHENBERG Gunther E., *The Anatomy of the Israeli army*, Londres, B.T. Batsford Ltd, 1979.
- VAN CREVELD Martin, *Tsahal – Histoire critique de la force de défense israélienne*, Paris, Éditions du Rocher, 1998.
- Tsahal – L’armée israélienne aujourd’hui, Hors-série numéro 9, *Défense & Sécurité Internationale (DSI)*, décembre 2009-janvier 2010.

Les Forces de Défense israéliennes face à la menace asymétrique

- COHEN GILI and Haaretz Service, “IDF chief: Hamas, Hezbollah would fail if facing IDF in conventional battlefield”, *Haaretz*, du 07.02.2011, <http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/idf-chief-hamas-hezbollah-would-fail-if-facing-idf-in-conventional-battlefield-1.341871>, consulté le 08.02.2011.
- KULICK Amir, “Hizbollah vs. the IDF: The Operational Dimension”, *Strategic Assessment*, Vol. 9, N°3, November 2006, <http://www.inss.org.il/publications.php?cat=25&incat=0&read=88>, consulté le 29.01.11.
- MAOZ Zeev, “Evaluating Israel’s Strategy of Low-Intensity Warfare, 1946-2006”, *Security Studies*, Vol. 16, N°3, July-September 2007, p. 319-349.
- SAYIGH Yezid, « Une escalade maîtrisée ? L’Égypte et l’Armée de libération de la Palestine (1964-1967) », *Égypte/Monde arabe*, Première série, N°32, 1997, Mis en ligne le 08.07.2008, <http://ema.revues.org/index1664.html>, consulté le 08.02.2011.
- SHALOM Zaki, “Defining the Enemy in an Asymmetrical Confrontation: The Case of the Second Lebanon War”, *Strategic Assessment*, Vol. 12, N°3, November 2009, p. 7-18.
- SIBONI Gabriel, “High Trajectory Weapons and Guerilla Warfare: Adjusting Fundamental Security Concepts”, *Strategic Assessment*, Vol. 10, N°4, February 2008, <http://www.inss.org.il/publications.php?cat=21&incat=&read=1650>, consulté le 29.01.11.
- SIBONI Gabriel, “From the Second Intifada through the Second Lebanon War to Operation Cast Lead: Puzzle Pieces of a Single Campaign”, *Military and Strategic Affairs*, Vol. 1, N°1, April 2009, p. 25-33.

Retour d’expérience

- SHALOM Zaki et HENDEL, Yoaz, “Conceptual Flaws on the Road to the Second Lebanon War”, *Strategic Assessment*, Vol. 10, N°1, June 2007, <http://www.inss.org.il/publications.php?cat=25&incat=0&read=25>, consulté le 29.01.11.
- SIBONI Gabriel, “Victims of Friendly Fire: The Winograd Commission vs. the Citizens of Israel (a viewpoint)”, *Assessment*, Vol. 11, N°1, June 2008, <http://www.inss.org.il/publications.php?cat=25&incat=0&read=1953>, consulté le 29.01.11.
- SIBONI Gabriel, “Disproportionate Force: Israel’s Concept of Response in Light of the Second Lebanon War”, *INSS Insight*, N°74, 2 October 2008, <http://www.inss.org.il/publications.php?cat=21&incat=&read=2222>, consulté le 29.01.11.

Le renseignement israélien

- BLACK Ian and MORRIS Benny, *Israel's Secret Wars – A History of Israel's Intelligence Services*, New York, Grove Press, 1991.
- HAREL Amos and PFEFFER, Anshel, “Mossad and Military Intelligence engaged in power struggle from top down”, *Haaretz*, du 21.07.2009, <http://www.haaretz.com/print-edition/news/mossad-and-military-intelligence-engaged-in-power-struggle-from-top-down-1.280390>, consulté le 08.02.2011.
- KATZ Samuel M., *Soldier Spies – Israeli Military Intelligence*, Novato, California, Presidio Press, 1994.
- MELMAN Yossi and RAVIV Dan, *The Imperfect Spies – The History of Israeli Intelligence*, Londres, Sidgwick & Jackson, 1989.
- PEDAHZUR Ami, *The Israeli Secret Services & the Struggle against Terrorism*, New York, Columbia University Press, 2009.
- SHALEV Aryeh, *Israel's Intelligence Assessment Before The Yom Kippur War – Disentangling Deception and Distraction*, Brighton – Portland – Toronto, Sussex Academic Press, 2010.

Médias, guerre de l'information

- BASSOK Moti, “Meridor: Hold defense budget steady for ten years”, *Haaretz*, du 18.12.2006, <http://www.haaretz.com/print-edition/business/meridor-hold-that-defense-budget-1.207511>, consulté le 08.02.2011.
- BENN Aluf, “Iranian nukes top U.S.-Israel strategic talks”, *Haaretz*, du 31.10.2001, <http://www.haaretz.com/print-edition/news/iranian-nukes-top-u-s-israel-strategic-talks-1.73434>, consulté le 08.02.2011.
- BLANCHARD Philippe, « Les grands médias français face au conflit Israélo-palestinien depuis la seconde Intifada – Difficile neutralité », *Annuaire Français des Relations Internationales* (AFRI), Vol. IV, 2003, p. 864-883, disponible en ligne en format pdf : <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/blanchard2003.pdf>.
- FOURNIER Catherine et S.C., « Guerre des images à Gaza », 20minutes.fr, Actualités générales, du 06.01.2009, <http://www.20minutes.fr/article/286273/Monde-Guerre-des-images-a-Gaza.php>, consulté le 20.02.2011.
- « Gaza, un terrain d'opérations interdit aux regards extérieurs », *Le Figaro.fr* du 06.01.2009, <http://www.lefigaro.fr/international/2009/01/06/01003-20090106ARTFIG00384-gaza-un-terrain-d-operations-interdit-aux-regards-exterieurs-.php>, consulté le 15.02.2011.

- « Trois semaines de guerre à Gaza », Le Monde.fr, Chronologie du 28.01.2009, http://www.lemonde.fr/web/module_chrono/0,11-0@2-3218,32-1146502,0.html, consulté le 15.02.2011.
- HAREL Amos and PFEFFER, Anshel, “Mossad and Military Intelligence engaged in power struggle from top down”, *Haaretz*, du 21.07.2009, <http://www.haaretz.com/print-edition/news/mossad-and-military-intelligence-engaged-in-power-struggle-from-top-down-1.280390>, consulté le 08.02.2011.
- HAREL Amos, “Report agrees with war opponents”, *Haaretz*, du 02.05.2007, <http://www.haaretz.com/print-edition/news/report-agrees-with-war-opponents-1.219539>, consulté le 08.02.2011.
- « La guerre des images à Gaza », 20minutes.fr, Diaporama, 06.01.2009, <http://www.20minutes.fr/diaporama/557-1-0-0-La-guerre-des-images-a-Gaza.php>, consulté le 20.02.2011.
- RAVID Barak, “Cabinet committee to implement Winograd recommendations”, *Haaretz*, du 03.05.2007, <http://www.haaretz.com/news/cabinet-committee-to-implement-winograd-recommendations-1.219703>, consulté le 08.02.2011.
- RID Thomas and HECKER Marc, *War 2.0 – Irregular Warfare in the Information Age*, Westport, Connecticut – Londres, Praeger Security International, 2009.
- SCHIFF Ze’ev, “Top secret report: Iran could tempt other Mideast states to go nuclear”, *Haaretz*, du 24.04.2006, <http://www.haaretz.com/print-edition/news/top-secret-report-iran-could-tempt-other-mideast-states-to-go-nuclear-1.185926>, consulté le 08.02.2011.
- SCHIFF Ze’ev, “PM asked Meridor to end spat in intelligence community”, *Haaretz*, du 17.01.2006, <http://www.haaretz.com/print-edition/news/pm-asked-meridor-to-end-spat-in-intelligence-community-1.62422>, consulté le 08.02.2011.
- SCHIFF Ze’ev, “A new concept for a new reality”, *Haaretz*, du 02.08.2004, <http://www.haaretz.com/print-edition/opinion/a-new-concept-for-a-new-reality-1.130227>, consulté le 08.02.2011.
- The Associated Press, “Cabinet minister Dan Meridor: Syria has 100 chemical warheads”, *Haaretz*, du 30.12.2002, <http://www.haaretz.com/news/cabinet-minister-dan-meridor-syria-has-100-chemical-warheads-1.23792>, consulté le 08.02.2011.

RAPPORTS DE THINK TANKS ET CENTRES DE RECHERCHE

- *La Guerre de Juillet – Analyse à chaud de la guerre israélo-Hezbollah (juillet-août 2006)*, Paris, CDEF/DREX, 18 octobre 2006.
- CHARTOUNI-DUBARRY May (dir.), « Armée et nation en Israël : pouvoir civil, pouvoir militaire », *Les notes de l'IFRI*, n° 10, Institut français des relations internationales, Paris, 1999.
- « Israël et son armée : société et stratégie à l'heure des ruptures », *Études de l'IRSEM*, n° 3, Paris, mai 2010.
- RAZOUX Pierre, « Après l'échec, les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban », IFRI – Centre des Etudes de Sécurité, *Focus Stratégique n° 2*, octobre 2007.

DOCUMENTS VIDEOS

- « Face à face », France 24 avec Georges Malbrunot et Nina Ben-Ami, du 07.01.2009, <http://www.france24.com/fr/20090106-wbfrfaceaface12h12m0106flv-gaza-offensive-israel-media>, consulté le 18.01.2011.
- « Votre télé et vous », France 3, Bonus de l'émission, Marie-Laure Augry, 24.01.2009, http://www.france3.fr/STATIC/video/index-fr.php?titre=Bonus%20de%20Votre%20t%20E9I%E9%20et%20vous%20du%2024/01/2009&url=mms://a988.v101995.c10199.e.vm.akamaistream.net/7/988/10199/3f97c7e6/ftvigrp.download.akamai.com/10199/sgv/diff/videotheque/info/videosemissions/videosvotretele/5166D_votretele-bonus_20090124.wmv§ion=regions_alsace&rubrique=video, consulté le 16.01.2011.
- ZERARKA Youssef et DROUET, Hélène, « Israël veut limiter les images trop démoralisantes », France 24, du 07.01.2009, <http://www.france24.com/fr/20090106-israel-controle-mediatique-guerre-gaza-trois-questions-arnaud-mercier-cnrs>, consulté le 18.01.2011.

WEBOGRAPHIE

- <http://dover.idf.il/IDF> : le site officiel des forces de défense israéliennes.
- <http://www.inss.org.il> : site du *Institute for National Security Studies*, centre de recherche israélien sur les questions de défense et de sécurité. Les recherches de l'institut sont principalement axées sur les enjeux du Moyen-Orient et de la méditerranée.

- <http://www.ict.org.il> : site du *International Institute for Counter-Terrorism*. Ce centre de recherche est spécialisé dans le domaine du contre-terrorisme.
- <http://www.jewishvirtuallibrary.org> : encyclopédie contenant de nombreuses informations sur Tsahal.
- <http://www.haaretz.com> : le site du quotidien israélien. Sa ligne rédactionnelle est de centre-gauche.
- <http://www.jpost.com> : le site du quotidien israélien. Sa ligne rédactionnelle est proche de la droite libérale.

Maquette :

M^{me} Sonia RIVIÈRE, CDEF/DAD/Section Publications

Impression :

BIALEC – 95, boulevard d’Austrasie – BP 10423 – 54001 Nancy Cedex

Diffusion :

EDIACAT – 76, rue de la Talaudière – BP 508 – 42007 Saint-Étienne Cedex 1



CDEF Centre de Doctrine
d'Emploi des Forces

Par les forces, pour les forces

Cahier de la Recherche
18 janvier 2012